

les Cahiers

DE LA PRÉSIDENTENCE DU FASO



N° 249 - Mai-Juin 2021

Bimestriel d'information gratuit



Cantines scolaires Lancement de l'Initiative présidentielle



ACCÉLÉRATION DE LA MÉCANISATION AGRICOLE
68 tracteurs remis aux producteurs,
en cent jours



59^e SOMMET ORDINAIRE DE LA CEDEAO
Les pays membres adoptent
des réformes de l'organisation



AUTONOMISATION DE LA FEMME
Un colloque national pour valoriser
la femme et la famille

SOMMAIRE

les Cahiers
DE LA PRÉSIDENTE DU FASO

ISSN 2630-1318

03 BP 7030 Ouagadougou 03
Tél. (+226) 25 49 83 00
Fax : (+226) 25 37 62 82/83
www.presidenceufaso.bf

Directeur de publication
Dr Seydou ZAGRE

Conseiller
Thierry HOT

Directeur de la rédaction
Romain Auguste BAMBARA

Coordination
Jérémi Sié KOULIBALY
Mahoua HIEN

Rédacteur en chef
Boureima LANKOANDE

Secrétaire de rédaction
Lassané OUEDRAOGO

Équipe de rédaction
Boureima LANKOANDE
Lassané OUEDRAOGO
Moumini YAMEOGO
Rabalyan Paul OUEDRAOGO
Eléonore OUEDRAOGO
Yannick NARÉ

Correcteurs
Zidabou ZOURE
Henri DEMBELE

Photographes
Léonard BAZIE
Yempabou OUOBA

Service Web
Wilfried HIEN

Archives et documentation
Constantin COMPAORE

Distribution
Moussa TIEMTORE

Maquette et montage
Anthony LABOURIAUX



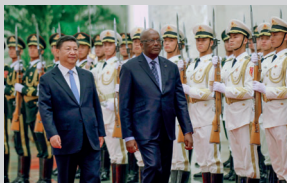
4. ACTUALITÉS

- Message du président du Faso à la Nation, à la suite de la tragédie de Solhan
- Lancement de l'Initiative présidentielle sur la nutrition
- Gouvernement remanié
- 34^e édition de la coupe du Faso



23. AUDIENCES

- Les rapports du Médiateur de Faso au chef de l'État
- Vaccin contre le paludisme
- Coopération sécuritaire entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso
- Le président du Faso, porte-voix de la BOAD
- La Banque mondiale, toujours aux côtés du Burkina



40. FLASH-BACK

- visite d'État en Chine



43. SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

- Le président du Faso à la tête de l'ABN
- 59^e sommet de la CEDEAO
- Éliminer la faim en Afrique
- Sommet de Paris sur le financement des économies africaines



51. FOCUS SUR LE PROGRAMME PRÉSIDENTIEL

- Chantier 2



54. ENTRETIEN

- Accélération de la mécanisation agricole



59. ACTIVITÉS DE L'ÉPOUSE DU PRÉSIDENT DU FASO

- Journée internationale de la sage-femme
- Autonomisation de la femme
- Droits à la santé sexuelle et reproductive
- Sortie de médecins spécialistes en imagerie et radiodiagnostic



Dr Seydou ZAGRE
Ambassadeur
Grand Officier de l'Ordre de l'Étalon
Directeur de Cabinet du Président du Faso

Renouveler l'engagement d'en finir avec les groupes armés terroristes

Le mois de juin dernier, les attaques contre les populations civiles et militaires ont repris avec une intensité inouïe. Solhan, dans la région du Sahel, Foubé dans la région du Centre-Nord, et avant, Kodyel dans la région de l'Est, sont des exemples de cette recrudescence des actions des groupes armés terroristes sur le territoire, en dépit des efforts consentis par les Forces de défense et de sécurité, les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), et les populations de façon générale.

« *En ces moments difficiles où nous subissons ces revers, notre salut doit résider dans l'unité, la cohésion et l'engagement déterminé des filles et fils de notre pays à défendre la Mère-Patrie. Tel a été de tout temps notre comportement, lorsque les circonstances l'exigeaient. C'est aussi la seule attitude qui convienne en de pareilles circonstances* ». Ainsi s'exprimait le président du Faso, le 27 juin 2021, dans une adresse à la Nation. En bon Père de Famille comme Père de la Nation, mesurant l'onde de choc ressentie par ses compatriotes, Roch Marc Christian Kaboré, qui n'a cessé d'appeler à l'union sacrée, s'est engagé à prendre toutes les mesures idoines qu'exige la situation.

La guerre est asymétrique, elle n'est pas conventionnelle. Il nous faut de la résilience, pour y faire face. Après les efforts consentis depuis 2016 sur le plan budgétaire pour assurer un meilleur équipement, une meilleure formation et accroître les effectifs des Forces de défense et de sécurité, mais aussi les efforts d'investissements socioéconomiques dans les zones à défis sécuritaires, le doute ne doit plus nous assaillir : dans cette lutte contre les forces obscures, nous sortirons vainqueurs. Pour cela, nous ne devrions pas « *nous tromper d'ennemi* », rappelle le président du Faso dans son message. « *Ni les marches, ni les publications insidieuses sur les réseaux sociaux, ni les appels à remettre en cause notre démocratie chèrement acquise, ne permettront de venir à bout du terrorisme dans notre pays.* »

La solution et la victoire doivent venir de l'intérieur, dans l'union de tous les fils et de toutes les filles du Burkina Faso. Les Forces spéciales qui viennent d'être créées vont s'appuyer sur les populations locales et sur les efforts des VDP, dans leurs actions au quotidien contre l'ennemi. L'engagement et la détermination de chaque citoyen, l'apport, aussi minime soit-il de chaque Burkinabè participera, sans aucun doute, à la construction d'une sécurité nationale durable et d'une cohésion sociale au service de la Nation : pas de stigmatisation, pas de repli identitaire non plus. Nous sommes des Burkinabè, et cela est plus important que toute autre considération.

La recrudescence de l'action des groupes armés terroristes est aussi le reflet de la pression et des pertes énormes qu'ils subissent actuellement. Il nous faudrait, à tout prix et vite, couper leurs sources d'approvisionnement ou de ravitaillement en vivres, carburant et autre besoin sur le sol national, pour accélérer la reprise en main de la situation par les Forces de défense et de sécurité. Nous devons individuellement et collectivement bannir et nous démarquer de tout acte, attitude ou information pouvant aider de quelque manière les éléments des groupes armés terroristes.

Le soutien des pays amis et de la communauté internationale, dans ces circonstances difficiles pour notre pays, constitue un catalyseur de la détermination sans faille qui nous anime, tous, dans la quête d'une victoire certaine sur le terrorisme.

Solhan doit nous galvaniser pour un sursaut national fatal à l'ennemi. En prenant les rênes du ministère en charge de la Défense nationale (NDLR: réaménagement gouvernemental du 30 juin 2021), Roch Marc Christian Kaboré, chef suprême des armées, lance un signal très fort, renouvelant ainsi son engagement à défendre la patrie et sa détermination à vaincre avec le peuple.



Lancement de l'initiative présidentielle sur la nutrition

TRAGÉDIE DE SOLHAN

Le Gouvernement exprime sa solidarité aux victimes

Dans la nuit du 4 au 5 juin des paisibles populations de Solhan ont été attaquées par des hommes armés. Cette attaque lâche et barbare, qui a coûté la vie à 132 personnes, a créé une onde de choc au sein de la population burkinabè. Très touché par les événements malheureux et attaché à rétablir la sécurité et la sérénité, le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré va livrer un message à la Nation quelques jours plus tard (Voir pages 6-7). Face à cette tragédie, le chef de l'État a envoyé une équipe gouvernementale conduite par le Premier ministre, Christophe Joseph Marie Dabiré, le lundi 7 juin 2021, à Solhan, exprimer sa solidarité et celle du peuple aux familles des victimes, aux blessés, aux personnes déplacées ainsi qu'aux populations de cette localité.

Après avoir constaté les dégâts causés par l'attaque à Solhan, la délégation gouvernementale s'est rendue dans des centres de santé à Sebba et à Dori, pour reconforter et souhaiter un prompt rétablissement aux blessés de cette attaque intervenue dans la nuit du 4 au 5 juin 2021. C'est un message d'espoir et de reconfort du président du Faso,



La délégation gouvernementale a apporté du réconfort aux blessés

Roch Marc Christian Kaboré qui est ainsi transmis aux populations de la localité.

« Il faut que vous sachiez que le gouvernement est à vos côtés dans ces moments difficiles (...) Le président du Faso a été réellement touché par ce drame », a dit le Premier ministre, s'adressant aux victimes.

Il a rappelé qu'en dépit des victoires remportées, de nouveaux défis émergent face à la lutte contre le terrorisme, et que Solhan en est un. « C'est la raison pour laquelle, dès le lendemain de cette attaque, des troupes spéciales ont été envoyées pour sécuriser la zone », a soutenu Christophe Joseph Marie Dabiré, qui a annoncé, séance tenante, des mesures de soutien et de solidarité à l'endroit des victimes en termes de soins, de logement, de restauration. La délégation gouvernementale

a également exprimé la compassion et la solidarité du chef de l'État et du peuple burkinabè aux familles déplacées internes à Sebba.

Le Premier ministre, Christophe Joseph Marie Dabiré a appelé à l'union sacrée, à la solidarité et à la détermination de l'ensemble des Burkinabè, pour remporter, au plus vite, cette guerre. Convaincu que la victoire est certaine, il a, en outre, invité les Forces de défense et de sécurité (FDS) déployées dans cette zone, à poursuivre leur engagement pour la défense de la patrie, tout en rappelant que la sécurité est l'affaire de tous.

A Solhan, à Sebba et à Dori, les populations ont, en retour, exprimé leur reconnaissance à la délégation gouvernementale pour cette marque de solidarité et d'attention à leur égard.

Boureima LANKOANDÉ

Message du président du Faso à la Nation, à la suite de la tragédie de Solhan

Ouagadougou, 27 Juin 2021

**Peuple du Burkina Faso ;
Chers compatriotes ;
Burkinabè de l'intérieur et de l'extérieur,**

Ces dernières semaines, la succession des événements dans notre pays a mis à l'ordre du jour des préoccupations majeures qui interpellent tous les Burkinabè.

La tragédie d'une cruauté inouïe, perpétrée à Solhan dans la nuit du 4 au 5 juin courant, vient nous conforter dans la conviction que le combat contre le terrorisme a pris une nouvelle tournure.

Ce massacre, l'embuscade menée contre le convoi ayant occasionné la perte de onze policiers et celle de deux militaires, suite à l'explosion d'un engin improvisé, sur l'axe Barsalogo-Foubé, ont créé une onde de choc à travers toutes les couches sociales de notre pays, suscitant ainsi des doutes sur notre avenir commun.

C'est pourquoi, je comprends les réactions légitimes d'indignation et les fortes attentes sécuritaires de nos compatriotes, durement éprouvés par la gravité de ces événements.

C'est le lieu pour moi de rendre les hommages de la Nation aux victimes de cette barbarie, de réitérer mes condoléances aux familles éplorées ainsi que mes vœux de prompt rétablissement aux blessés.

En ces moments difficiles où nous subissons ces revers, notre salut doit résider dans l'unité, la cohésion et l'engagement déterminé des filles et fils de notre pays à défendre la Mère-Patrie. Tel a été de tout temps notre comportement, lorsque les circonstances l'exigeaient.

C'est aussi la seule attitude qui convienne en de pareilles circonstances.



Peuple du Burkina Faso,

Dans le contexte qui est le nôtre, il nous faut faire preuve de discernement et ne surtout pas nous tromper d'ennemis.

Ni les marches, ni les publications insidieuses sur les réseaux sociaux, ni les appels à remettre en cause notre démocratie chèrement acquise, ne permettront de venir à bout du terrorisme dans notre pays.

C'est pourquoi, je demande instamment à tous ceux qui s'organisent dans ce sens, notamment les partis politiques et les Organisations de

la Société Civile, de surseoir aux marches et meetings projetés, afin de ne pas faire le lit de notre désunion, face à l'ennemi commun. Il nous faut faire preuve de retenue et ne pas engager des actions de nature à compromettre notre unité et notre avenir commun.

Nous devons poursuivre le dialogue politique pour continuer à affiner notre consensus politique sur toutes les questions d'intérêt national, en particulier celles qui sont relatives à la sécurité. Il est temps que nous fassions preuve de responsabilité, face à la fragilité de la situation.

Les acquis engrangés sur le terrain par les Forces de Défense et de Sécurité, avec l'apport conséquent des Volontaires pour la Défense de la Patrie, sont certains, et ont permis d'infliger aux groupes armés terroristes, des pertes significatives, les amenant à changer leurs tactiques pour s'en prendre lâchement aux populations civiles.

C'est pourquoi, en dépit des difficultés conjoncturelles que nous traversons, je tiens à saluer l'engagement et le professionnalisme des Forces de Défense et de Sécurité et la détermination des Volontaires pour la Défense de la Patrie qui, au péril de leur vie, se battent courageusement pour garantir notre sécurité collective.

Leur engagement nous vaut d'être toujours debout et de continuer à enregistrer des acquis inestimables sur le terrain du développement.

Je salue toutes les composantes de la Nation qui multiplient chaque jour des initiatives pour la paix et la sécurité dans notre pays.

Malgré un contexte sous-régional difficile, nous devons avoir foi en notre capacité à relever le défi de la lutte contre le terrorisme avec les autres pays en proie au même fléau.

L'occasion doit donc être saisie pour inviter individuellement et collectivement les Burkinabè, établis au Burkina Faso ou hors de nos frontières, à faire de la lutte contre le terrorisme une affaire de chacun et de tous.

Peuple du Burkina Faso ; Chers Compatriotes,

Au regard des enjeux liés à la situation sécuritaire d'ensemble, j'ai décidé, en ma qualité de Chef Suprême des armées, de prendre toutes les mesures idoines qu'exigent la circonstance pour :

- rétablir la confiance, avec notre Peuple, dans le secteur de la sécurité ;
- adapter notre stratégie aux nouvelles réalités du terrain, en revoyant la doctrine d'emploi des Volontaires pour la Défense de la Patrie, et en améliorant la rapidité d'intervention pour les opérations aériennes et terrestres menées par nos troupes ;
- consolider l'efficacité, l'unité et la cohésion du commandement, dans le respect de la discipline militaire qui a toujours fait la force des armées ;
- renforcer la collaboration entre les populations, les Forces de Défense et de Sécurité et les Volontaires pour la Défense de la Patrie pour une meilleure défense populaire de notre pays ;
- maintenir un niveau de prise en charge des personnes déplacées internes, pour qu'elles puissent vivre dignement, en attendant leur retour dans leurs zones d'origine.

Enfin, tous les patriotes burkinabè doivent se donner la main dans l'union et la détermination, aux côtés de toutes nos forces combattantes, car la victoire est un impératif.

Le doute sur notre capacité à vaincre l'ennemi n'est pas permis.

Ensemble, unis et déterminés, nous y parviendrons !

Dieu bénisse le Burkina Faso !

**Roch Marc Christian Kaboré,
président du Faso**

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE SUITE

Nana Akufo-Addo exprime la solidarité de la CEDEAO au peuple burkinabè

Le président de la République du Ghana, Nana Akufo-Addo, président en exercice de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a effectué, le mercredi 9 juin 2021, une visite de travail et d'amitié dans notre pays.

Accueilli par son homologue burkinabè, Roch Marc Christian Kaboré, les deux chefs d'État ont eu une séance de travail au palais présidentiel. « *Je suis là en ma qualité non seulement de voisin du Burkina Faso mais également en ma qualité de président en exercice de la CEDEAO pour témoigner notre solidarité et notre soutien au Burkina Faso dans cette situation difficile, à la suite de l'attaque terroriste qui a fait plus d'une centaine de victimes à Solhan* », a déclaré Nana Akufo-Addo.

Il a rappelé, à cette occasion, la nécessaire conjugaison des efforts pour faire face à l'hydre terroriste ; « *il est évident que si nous ne nous mettons pas ensemble, nous n'arriverons pas à éradiquer le terrorisme* ». Pour le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, cette visite de compassion et de solidarité, « *nous reconforte* ».

« *Cette catastrophe qui est la plus grande que nous ayons eue dans notre pays a affecté durement le peuple burkinabè*

dans sa chair », a déclaré le chef de l'État, qui a remercié son homologue du Ghana pour cette marque de solidarité aussi bien du peuple ghanéen que des peuples de la sous-région et de la CEDEAO.

Face à l'expansion du terrorisme dans la sous-région, « *nous devons nous ressaisir, nous devons ensemble travailler à faire en sorte que la*

victoire que nous devons remporter sur le terrorisme soit une victoire collective (...). Personne en dehors de nous-mêmes, les africains ensemble et unis, ne viendra nous sauver dans la lutte contre le terrorisme », a soutenu le président Kaboré.

Moumini YAMÉOGO



Les deux chefs d'État ont également évoqué la situation sécuritaire dans la sous-région

À L'ATTAQUE DE SOLHAN

Umaro Sissoco Embalo, solidaire du peuple burkinabè

Le président de la Guinée Bissau, Umaro Sissoco Embalo, a effectué, le dimanche 27 juin 2021, une visite de travail et d'amitié dans notre pays. Il a été accueilli au palais présidentiel par le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré.



Les présidents Embalo et Kaboré ont aussi fait un tour d'horizon de la coopération entre les deux pays

Au menu des échanges, le renforcement de la coopération entre les deux pays, la lutte contre le terrorisme. A l'issue de leur entretien, Roch Marc Christian Kaboré et son hôte ont fait une déclaration à la presse.

« *J'ai effectué cette visite au Burkina Faso pour saluer le président du Faso et lui témoigner la solidarité du peuple bissau-guinéen concernant la situation qui s'est passée au Burkina Faso, et montrer également mon attachement au Burkina Faso* », a déclaré le président bissau-guinéen.

Cette visite de travail et d'amitié a été également une occasion pour le président bis-

sau-guinéen d'exprimer sa satisfaction pour la commission mixte entre les deux pays qui s'est tenue à Bissau, il y a quelques semaines. Roch Marc Christian Kaboré a salué également la tenue de cette commission mixte « *qui a permis de signer un certain nombre d'accords* ».

Au cours de leurs échanges Umaro Sissoco Embalo a dit au chef de l'État son engagement dans cette lutte contre le terrorisme, ce fléau qui touche le Burkina, le Niger et le Mali.

Le président Kaboré a souligné que « *ce pays frère n'a jamais failli à son acte de solidarité vis-à-vis du Burkina Faso chaque fois que nous avons traversé des difficultés* ».

Au nom du peuple burkinabè, au nom du gouvernement et à son nom personnel, il a remercié son homologue bissau-guinéen pour cette visite de soutien et de cette compassion qu'il a exprimée vis-à-vis de la situation sécuritaire dans notre pays et dans la sous-région.

Moumini YAMÉOGO

CANTINES SCOLAIRES

L'initiative sur la nutrition lancée à Zitenga

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a présidé, le jeudi 17 juin 2021 dans la commune de Zitenga, région du Plateau central, la cérémonie de lancement officiel de l'Initiative présidentielle : « Assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas équilibré par jour ».



Le président du Faso a partagé, à l'issue de la cérémonie, un repas communautaire avec les élèves de l'école primaire publique de Lemnogo dans la commune de Zitenga

Pour le président du Faso, qui s'est adressé à la presse à la fin de la cérémonie, donner un repas équilibré par jour à chaque enfant en âge d'aller à l'école ne doit plus être un luxe mais une nécessité. Il s'agit, selon lui, de pouvoir associer en même temps les cantines et les producteurs locaux pour impulser un développement de valeurs dans chaque zone.

« C'est une initiative stratégique en termes de renforce-

ment de capacités du capital humain, parce que les enfants c'est notre avenir. Deuxièmement, cela va renforcer la capacité de production en matière agricole, en matière de légumes et de lait dans les différentes régions », a indiqué le président du Faso.

Pour le ministre de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales, Stanislas Ouaro, l'Initiative présidentielle

permettra de lutter contre la malnutrition et d'assurer de meilleures performances scolaires au Burkina Faso. Une initiative qui réjouit la représentante des élèves, Absata Consimbo, pour qui « un élève bien nourri est un enfant bien portant qui travaille à l'école pour de meilleurs résultats ».

Lassané OUÉDRAOGO



Le lancement de l'initiative par le ministre en charge de l'éducation nationale, Stanislas Ouaro s'inscrit dans le cadre de la politique visant l'autosuffisance alimentaire et nutritionnelle.

INITIATIVE PRÉSIDENTIELLE SUR LA NUTRITION

Aller à l'autosuffisance alimentaire et booster l'économie

« Assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas équilibré par jour » est l'une des initiatives du président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, dans son programme de gouvernance. Il s'agit pour le chef de l'État de travailler à promouvoir une société prospère, renforcer la validité du capital humain par l'assurance d'une alimentation saine et suffisante pour les enfants du Burkina Faso. La présente initiative va accompagner les mesures innovantes dans le secteur agricole, participer à accroître les productions locales, à relever les économies, à fournir des stocks de qualité aux cantines scolaires et redresser les déperditions scolaires liées à la mauvaise alimentation des élèves ou tout simplement l'absence de celle-ci.

Le Burkina Faso est un pays d'agriculture qui compte environ 80 % d'agriculteurs au sein de sa population. Cette agriculture est à mesure de nourrir toute la population si tous les efforts sont consentis à la promouvoir. La population, selon

le dernier recensement général de la population et de l'habitat réalisé par l'INSD (2019), est estimée à 20 487 979 habitants parmi lesquels 45,3 % ont moins de 15 ans. Selon la Secrétaire permanente de l'initiative, Alice Gisèle Sidibé/Anago, cette po-



Les cantines scolaires connaîtront une amélioration aussi bien dans la gestion que la variation des menus

pulation compte 47 % de jeunes de moins de 17 ans, 6 millions de Burkinabè vont à l'école, ce qui renforce davantage la pertinence de la vision du chef de l'État à travers cette initiative dont une bonne partie de la cible s'y retrouve ; les enfants en âge scolaire, de 5 à 18 ans.

Chaque année, l'État dépense 18 à 19 milliards FCFA sur les cantines scolaires. Ce qui ne couvre que 3 mois seulement sur les 9 de l'année scolaire, à cause des difficultés dans l'approvisionnement et dans la gestion du processus d'acquisition des produits. Il s'est avéré urgent de sortir des moyens et une stratégie adaptée afin de pallier le problème dans l'efficacité, l'efficience et la proactivité. Voici le catalyseur de cette vision qui a pour ambition d'offrir une alimentation saine et suffisante aux enfants en âge scolaire, et par extension, à tous les enfants burkinabè ; du reste la réalisation réussie de l'initiative permettra du même coup de relever le niveau des économies familiales, locales, d'accroître les rendements scolaires des élèves, de renforcer la résilience des populations pour une autosuffisance alimentaire et nutritionnelle.

Dans le cadre de ce projet, l'État va accompagner les parents cultivateurs en intrants pour accroître la production et, ensuite racheter le surplus de cette production au profit des cantines. Les secteurs de l'Agriculture, de l'Eau, de l'Environnement, de la Recherche, des Infrastructures, du Commerce, des Ressources



animales seront mis en branle dans leurs activités pour soutenir sa bonne mise en œuvre.

Composante et objectifs

La nécessité d'une bonne alimentation, facteur d'amélioration des performances scolaires a conduit le président du Faso à prendre l'initiative d'« assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas équilibré par jour », engagée en avril 2021 pour une période de 5 ans. Les objectifs visés qui découlent des composantes sont principalement :

- d'améliorer la disponibilité des denrées alimentaires pour un approvisionnement optimal des cantines scolaires ;
- d'améliorer les revenus des ménages en état de précarité alimentaire ; d'améliorer la valeur nutritionnelle des menus en milieu scolaire par la diversification des aliments qui les composent ;
- d'améliorer la gouvernance des cantines scolaire. La dernière composante concerne la Coordination et la gestion du Projet.

L'Initiative présidentielle se veut innovante en établissant un lien formel entre les cantines scolaires et la production endogène de denrées alimentaires répondant ainsi au slogan « consommons burkinabè ». Le développement de la production agricole, qui en découlera, permettra d'assurer la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et les performances scolaires des enfants, et de lutter efficacement contre la pauvreté notamment dans les zones rurales et agricoles.

Le coût total de l'Initiative pré-

sidentielle (IP) s'élève à 488 milliards 297 millions 250 mille FCFA, assuré à 52 % par le budget de l'Etat, 47 % par les PTF, ONG et Associations de développement et 1 % par les bénéficiaires (communes et communautés de base). L'État fera appel aussi au financement participatif et au secteur privé pour soutenir le financement de la mise en œuvre.

Financement de la mise en œuvre

En vue de garantir une mise en œuvre réussie, l'initiative sera inscrite comme une priorité nationale dans le Référentiel national de développement, prise en compte dans les programmations des ministères sectoriels, en assurant la communication avec le ministère en charge des Finances. En ce qui concerne la mobilisation des ressources auprès des partenaires, il faudra renforcer la visibilité de l'IP au niveau national et international, susciter l'adhésion des PTF (par la communication), solliciter la contribution des PTF (à travers la négociation), susciter l'engagement des acteurs non étatiques.

La mobilisation des ressources auprès des bénéficiaires (Communes et communautés de base) s'avère nécessaire, bien que ces derniers disposent d'une capacité financière très limitée. Leurs contributions pourraient donc être financière ou en nature afin de traduire leur engagement et l'importance qu'ils accordent au projet.

Pour procéder à cette mobilisation des ressources, des actions seront menées. Le Secrétariat permanent va affiner la part



« L'initiative est un programme innovant de protection sociale du président du Faso qui traduit son engagement à mettre fin à la faim dans notre pays », Alice Gisèle Sidibé/Anago, Secrétaire permanente de l'initiative

contributive des bénéficiaires (communes, communautés et élèves), organiser des campagnes de communication sur l'IP, et mobiliser la contribution des bénéficiaires (les collectivités territoriales et communautés éducatives).

Organe opérationnel de l'initiative, il compte s'appuyer sur des opportunités réelles existantes pour la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de l'initiative.

Organes de mise en œuvre

Pour amorcer ce processus de mise en œuvre de ladite initiative, des organes d'opérationna-

lisation ont été mis en place en vue de traduire en actes l'engagement du président du Faso. Ce sont : le Comité de Coordination et d'Orientation de l'Initiative présidentielle (CCO/IP) adopté par décret 2020-0107/PRES/PM/MAAH/MINEFID/MENAPLN 24 février 2020 en Conseil des Ministres et ses deux organes opérationnels que sont le Cadre technique de concertation (CTC) créé par arrêté N° 2020-030/PM/SG/DGDR du 16 juin 2020 et le Secrétariat permanent (SP-IP) créé par arrêté N° 2020-0302/PM/SG/DGDR du 18 juin 2020 juin 2020. La Secrétaire permanente de l'Initiative a été nommée par le Conseil des Ministres du 7 avril 2021.

Le secrétariat permanent a pour mission d'assurer la coordination de toutes les activités dans la mise en œuvre de l'initiative. Il est porté par des organes directeurs qui constituent l'architecture institutionnelle de mise en œuvre. Ce sont :

- Le Comité de coordination et d'orientation, composé de mi-

nistres et présidé par le Premier Ministre. Il est chargé du pilotage, de la coordination et de la prise de décisions.

- Le Cadre technique de concertation présidé par la Secrétaire générale de la Primature. Il analyse, statue sur les directives, orientations et décisions prises par le COS, et mandate la Secrétaire permanente pour la mise en œuvre des actions à mener.

Le Secrétariat permanent veille à la mise en œuvre de l'initiative à travers les composantes. Son mandat est surtout de coordonner, capitaliser, capaciter les acteurs, suivre, évaluer et surtout contribuer à la mobilisation des ressources à travers le plaidoyer, selon la Secrétaire permanente, Dr Alice Gisèle Sidibé/Anago.

Le Secrétariat permanent se fonde sur une feuille de route qui consiste à : mettre en œuvre et réussir toutes les composantes de l'initiative ; faire de l'initiative un véritable pilier de développement, d'amélioration de la nutrition des enfants ; faire de l'initiative un moteur d'ac-

croissement de la production, de la transformation de nos modes de consommation et de production à travers des modèles innovants.

Et dans la dynamique d'une meilleure prise en charge de cette feuille de route, la secrétaire permanente, souhaite que « *chaque acteur puisse s'approprier et s'investir dans la réussite de cette initiative qui est innovante et porteuse d'espoir* » pour le bonheur de tous les acteurs. Il s'agit des bénéficiaires directs (enfants en âge scolaire de 5 à 18 ans), les acteurs étatiques (les 11 ministères directement impliqués en charge de l'Agriculture, de l'Éducation, de la Santé, de la Femme, de l'Eau, de l'Environnement, de la Recherche, des Infrastructures, du Commerce, des Ressources animales, des Finances), les acteurs non étatiques, les acteurs du privé et les PTF. Chaque acteur doit jouer sa partition spécifique afin d'obtenir des indicateurs à la hauteur des attentes.

Boureima LANKOANDÉ

Acteurs impliqués dans la mise en œuvre

- Les acteurs clés étatiques

La Présidence du Faso, la Primature, les ministères directement impliqués, les sociétés d'État (LONAB, CNSS, CARFO, SONABHY, SONABEL, SOFITEX, ONEA, SONAGESS, SONAPOST), les collectivités territoriales.

- Les acteurs clés non étatiques

Les Organisations professionnelles agricoles, la Chambre nationale d'agriculture, la CCI-BF, les ONG et Associations (Plan Burkina, Save the Children, OCADES, EDUCO, CRS...).

- Les acteurs multilatéraux et institutions de financement du développement

- Les acteurs bilatéraux

- Les institutions régionales

- Les fondations (Bill et Mé linda Gates, Visa, Tony Blair Institute)

- Les investisseurs en capital et opérateurs privés internationaux

- Les bénéficiaires (les enfants en âge scolaire, les structures éducatives, les producteurs, les ménages)

- Le secteur privé et les mécènes.

B. L.



Bénéficiaires et acteurs de l'éducation apprécient

L'Initiative présidentielle « Assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas équilibré par jour » visant à améliorer la quantité et la qualité des cantines scolaires, les rendements scolaires, à promouvoir les productions et l'économie locales, est bien accueillie par le monde de l'Éducation que nous avons rencontré dans la région du Plateau central.

Zenabo Ouédraogo, cantinière à l'école primaire de Gaskaye : « Nous nous cotisons pour soutenir la cantine, car l'apport de l'État ne tient que trois mois. Si l'initiative peut permettre de prolonger la cantine durant l'année scolaire, c'est vraiment salubre ».



Joseph Tapsoba, contrôleur cantine scolaire, CEB Ziniaré 1 : « L'initiative sera la bienvenue, parce que si les bénéficiaires et les acteurs de base sont impliqués, cela va renforcer leur adhésion. Elle est très bonne si on arrivait à la pratiquer sagement ».

Rasmané Ouédraogo, président APE, école primaire de Gaskaye : « L'initiative va beaucoup nous aider au-delà même de la restauration de nos enfants car nous aurons un marché sur place et sûr ».



Ganda Ouédraogo, présidente AME, école primaire de Sawana : « Parfois, l'apport de l'État pour les cantines arrive bien après le début des cours, et c'est nous, les parents qui ouvrons la cantine en attendant que les vivres de l'État viennent. La mise en œuvre de l'initiative va beaucoup nous aider dans 2 sens : le début de la cantine et les revenus à notre niveau ».

Noufou Sawadogo, enseignant à l'école primaire de Sawana, chargé de la gestion de la cantine : « L'initiative est à louer. Elle va faciliter beaucoup de choses ; nous n'aurons plus à parcourir des kilomètres pour aller chercher les produits ».



Lassané Lenglué, contrôleur provincial des cantines scolaires de l'Oubritenga : « Pour nous acteurs de terrain, l'alimentation des élèves est fondamentale. Cette initiative va parachever la satisfaction de tous les acteurs de l'éducation. Elle va raccourcir la procédure d'acquisition des vivres, améliorer les revenus des parents cultivateurs et forcément le rendement des élèves. Il ne faut pas que ce soit un projet qui tombe à l'eau par la suite ».



Lassané Badini, Chef de circonscription d'éducation de base, Ziniaré 1 : « Si le repas est assuré, les élèves sont dans de bonnes conditions pour pouvoir apprendre. Nous allons faire l'économie des frais de transport car les denrées sont commandées sur place. Côté qualité, c'est une belle opportunité, parce que comme la production est locale, nous serons à l'abri des produits chimiques utilisés pour la conservation ».



Emilienne Konsem/Sawadogo, Directrice provinciale de l'éducation préscolaire, primaire et non formelle) de l'Oubritenga
« Une telle initiative qui vise à compléter les efforts déjà fournis ne peut qu'être saluée. A travers ses objectifs déjà déclinés, nous constatons que la gestion des cantines scolaires va connaître une amélioration. Notre souhait est que tous les acteurs soient impliqués, engagés à accompagner cette initiative ».

B. L.

REMANIEMENT MINISTÉRIEL

Donner un nouveau souffle à la stratégie de lutte contre le terrorisme

Par décret pris le mercredi 30 juin 2021, le président du Faso a procédé à un remaniement ministériel. Une nouvelle équipe de 35 membres a été mise en place dans la foulée. Les portefeuilles de la défense et de la sécurité changent de titulaires. Fait notable, le président du Faso assume désormais les charges de ministre de la Défense nationale et des anciens Combattants. Un conseil des ministres de prise de contact s'est tenu dans la foulée le jeudi 1^{er} juillet 2021.

Le Premier ministre, Christophe Dabiré, qui a animé un point de presse à la fin de cette rencontre, a situé le contexte de la formation du nouveau gouvernement, et décliné les orientations du chef de l'État. « *Les différentes attaques que notre pays a connues tout dernièrement, des attaques qui ont été d'une gravité extrême, ont interpellé la conscience du chef de l'État qui a estimé que ce réajustement était indispensable* », a indiqué le chef du gouvernement.

C'est pourquoi, selon lui, le président du Faso, chef suprême des armées a repris les rênes du ministère de la Défense nationale et des Anciens combattants, pour pouvoir procéder à une réorganisation interne de l'ensemble des structures chargées de la défense et de la sécurité du pays. Il s'agit de « *donner une nouvelle dynamique, un nouveau souffle à notre stratégie de lutte contre le terrorisme dans notre pays* ».

La nomination d'un ministre délégué auprès du président du Faso, chargé de la Défense nationale et des anciens Combattants, permettra au chef de l'État « *de gérer les questions opérationnelles de la défense nationale.* » Le changement au niveau du département de la sécurité s'explique par la volonté du président du Faso de réorganiser ce secteur pour plus d'efficacité, selon Christophe Dabiré.

Lassané OUÉDRAOGO



Ce nouveau gouvernement est appelé à travailler pour plus d'efficacité en vue de relever les grands défis du moment



LES MEMBRES DU NOUVEAU GOUVERNEMENT



Roch Marc Christian KABORÉ
Président du Faso, chef de l'État,
ministre de la Défense nationale
et des anciens Combattants



Christophe Joseph Marie DABIRÉ
Premier ministre,
chef du gouvernement



Zéphirin DIABRÉ
Ministre d'État, Ministre
auprès du Président
du Faso, chargé de la
Réconciliation nationale et
de la Cohésion sociale



**Colonel-Major Aimé
Barthélémy SIMPORÉ**
Ministre Délégué auprès du
Président du Faso, chargé
de la Défense nationale et
des anciens Combattants



Stanislas OUARO
Ministre de l'Éducation
nationale, de
l'Alphabétisation et de la
Promotion des Langues
nationales



**Charlemagne Marie
Ragnag-Néwendé
OUÉDRAOGO**
Ministre de la Santé



Salifou OUÉDRAOGO
Ministre de l'Agriculture,
des Aménagements
Hydro-agricoles et de la
Mécanisation



Ousmane NACRO
Ministre de l'Eau
et de l'Assainissement



**Wendenmanegah Eric
BOUGOUMA**
Ministre des Infrastructures
et du Désenclavement



Bachir Ismaël OUÉDRAOGO
Ministre de l'Énergie,
des Mines et des Carrières



**Vincent Timbindi
DABILGOU**
Ministre des Transports,
de la Mobilité urbaine et
de la Sécurité routière



**Foniya Élise
ILBOUDO/THIOMBIANO**
Ministre de la Culture,
des Arts et du Tourisme



**Dominique Marie André
NANA**
Ministre des Sports
et des Loisirs



Madiara SAGNON/TOU
Ministre délégué
auprès du Ministre
de l'Administration
territoriale et de la
Décentralisation, chargé
de la Décentralisation



Clarisse MERINDOL/OUOBA
Ministre délégué auprès du Ministre
des Affaires étrangères, de la
Coopération, de l'Intégration Africaine
et des Burkinabè de l'Extérieur,
chargé de l'Intégration Africaine
et des Burkinabè de l'Extérieur



Édith Clémence YAKA
Ministre délégué
auprès du Ministre
de l'Économie, des
Finances et du
Développement,
chargé du Budget



Pengwendé Clément SAWADOGO
Ministre de l'État, Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation



Maxime KONÉ
Ministre de la Sécurité



Alpha BARRY
Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Burkinabè de l'Extérieur



Lassané KABORÉ
Ministre de l'Économie, des Finances et du Développement



Victoria OUÉDRAOGO/KIBORA
Ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux



Alkassoum MAÏGA
Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation



Séni Mahamadou OUÉDRAOGO
Ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Protection sociale



Héléne Marie Laurence ILBOUDO/MARCHAL
Ministre de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire



Hadja Fatimata OUATTARA/SANON
Ministre de l'Économie numérique, des Postes et de la Transformation digitale



Ousséni TAMBOURA
Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, Porte-parole du Gouvernement



Harouna KABORÉ
Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat



Tegwendé Modeste YERBANGA
Ministre des Ressources animales et halieutiques



Salifo TIEMTORÉ
Ministre de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi



Bénéwendé Stanislas SANKARA
Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville



Siméon SAWADOGO
Ministre de l'Environnement, de l'Économie verte et du Changement climatique



Pauline ZOURÉ/KABORÉ
Ministre délégué auprès du Ministre de l'Économie, des Finances et du Développement, chargé de l'Aménagement du Territoire et de la Prospective



Maminata TRAORÉ/COULIBALY
Ministre délégué auprès du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, chargé de la Recherche scientifique et de l'Innovation



Aimé ZONGO
Ministre délégué auprès du Ministre de l'Énergie, des Mines et des Carrières, chargé des Mines et des Carrières



Louise Anne GO
Ministre délégué auprès du Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, chargé de l'Artisanat



Stéphane Wenceslas SANOU
Secrétaire Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres



DIALOGUE POLITIQUE SUR LA VIE DE LA NATION

L'APMP et le CFOP félicitent et encouragent les FDS

Le Dialogue politique s'est tenu, du 17 au 19 juin 2021, sur initiative du président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, qui a procédé à l'ouverture de cette rencontre entre les partis politiques de l'Alliance des partis de la majorité présidentielle (APMP) et ceux affiliés au Chef de file de l'Opposition politique (CFOP) autour des grandes questions nationales.



Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré a, à l'ouverture des travaux, salué la disponibilité de la classe politique pour ce dialogue politique

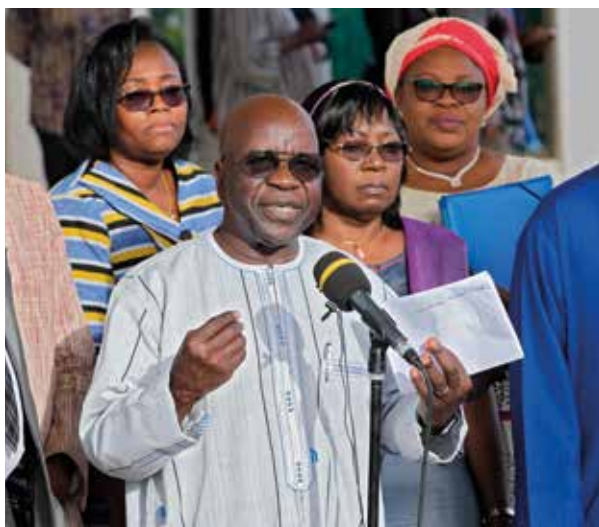
Il s'agit de la situation sécuritaire, la relecture à minima du code électoral, la loi sur le quota genre, le projet de relecture du Code général des Collectivités territoriales et le projet de redécoupage du territoire.

A l'ouverture de la rencontre, le chef de l'État a rappelé que « le dialogue politique obéit

à notre commune volonté de consolider en permanence un consensus national fort sur les questions politiques préoccupantes, en vue de renforcer la cohésion des Burkinabè », dans ce contexte de fortes attentes des populations en matière de réconciliation nationale et de sécurité.



Opposition et majorité ont reconnu et salué les efforts consentis par le gouvernement dans le combat contre le terrorisme



Simon Compaoré, président de l'APMP, a rappelé que malgré les efforts engagés, beaucoup reste à faire pour rétablir la sécurité



« Ce que l'opposition souhaite c'est que cette guerre s'arrête le plus rapidement possible », Eddie Komboïgo, président du CFOP

Pour l'ensemble des questions en débat, les deux parties se sont accordées sur l'essentiel et ont formulé des propositions à prendre en compte par le gouvernement pour une meilleure réponse aux défis auxquels le pays fait face actuellement.

Faisant le point, après la clôture des travaux, les deux parties ont salué les efforts des FDS et souhaité que le gouvernement continue ses efforts en matière de sécurité, en ayant « une oreille attentive aux préoccupations restantes qui sont soulevées par les forces de défense et de sécurité », selon Simon Compaoré, président de l'APMP.

« Pour ce qui concerne la réconciliation nationale, nous avons souhaité qu'à chaque niveau, nous (majorité et op-

position) puissions en discuter avant que le comité national d'orientation ne puisse siéger pour adopter définitivement le processus (...). En tant que politiques, nous avons une grande responsabilité de la situation », a souligné Eddie Komboïgo, président du CFOP.

Sur le quota Genre, le dialogue politique note des résultats bien en deçà des attentes, et a pris la décision de travailler au niveau des partis politiques à améliorer la situation.

Le consensus est acquis sur la validité de la carte d'électeur jusqu'au 31 décembre 2022 dans la perspective des municipales. Ce point sera soumis au chef de l'État et à la sanction de l'Assemblée nationale, a indiqué, Simon Compaoré. Toutes les questions à l'ordre du jour n'ayant pas été épu-

sées, les participants se sont donné rendez-vous le 3 juillet pour débattre des points restants, en l'occurrence l'examen de l'introduction du suffrage universel dans l'élection des présidents des conseils des collectivités.

Les questions sur le vote dans les zones à fort défis sécuritaires, la révision des dispositions relatives à l'enrôlement des électeurs, les documents de votation, le nomadisme politique et la campagne déguisée, devraient être abordées à la reprise de la session du dialogue politique.

Cependant, au cours d'une conférence de presse le 25 juin 2021, le CFOP a annoncé la suspension de sa participation à ce rendez-vous.

Boureima LANKOANDÉ

CATHÉDRALE DE BOBO-DIOULASSO

Rénovée et ouverte aux fidèles catholiques



Cette cathédrale rénovée fait la fierté des fidèles

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré et son épouse Sika Kaboré, ont assisté, le dimanche 16 mai 2021 à Bobo-Dioulasso, à la messe de dédicace de la cathédrale Notre-Dame-de-Lourdes, officiée par l'archevêque métropolitain de Bamako, le cardinal Jean Zerbo.

Le président du Faso, qui s'est adressé à la presse à la fin de la messe, a salué cette rénovation qui contribue à donner une nouvelle image à l'édifice religieux. « C'est un grand événement, c'est une occasion de rendre grâce à Dieu pour avoir aidé, non seulement l'Église de Bobo-Dioulasso, mais tous ceux qui participent à faire œuvre utile en reconstruisant la maison du Seigneur », a dit le chef de l'État.

Cette messe de dédicace a été aussi pour Roch Marc Christian Kaboré « l'occasion pour remercier tous ceux qui ont contribué à la réalisation de l'édifice » et lancer un appel aux bonnes volontés pour l'achèvement de l'ensemble des travaux qui restent à faire. Pour l'archevêque de Bo-

bo-Dioulasso, Mgr Paul Ouédraogo, « c'est un grand jour pour la famille diocésaine de Bobo-Dioulasso, parce que ce projet, nous l'avons nourri pendant longtemps, nous avons

prié et Dieu merci, avec la générosité des uns et des autres, nous arrivons à une Demeure de Dieu parmi nous rénovée ».

Lassané OUÉDRAOGO



Le président du Faso a invité les fidèles catholiques à porter le Burkina Faso dans leurs prières

ÉDUCATION

Les Engagements nationaux renforcent les capacités d'accueil de l'école "C" de Kotoura

Le directeur de cabinet du président du Faso, Dr Seydou Zagré a procédé le 30 mai 2021, à l'inauguration d'infrastructures scolaires dans le village de Kotoura dans la commune rurale de Kangala dans la province de Kéné Dougou.



Ce bâtiment neuf est un ouf de soulagement pour l'école "C" de Kotoura

Réalisées par le Secrétariat permanent des engagements nationaux et des programmes d'urgence (SPENPU), ce sont deux salles de classe équipées de tables-bancs qui viennent apporter un soulagement à cette école qui était en sur-effectif.

Selon le directeur de cabinet du président du Faso, Dr Seydou Zagré, la réalisation de ces infrastructures s'inscrit dans l'esprit de l'institution que le chef de l'État a créée auprès de lui pour intervenir dans les situations d'urgence. L'école "C" de Kotoura construite depuis les années 1960 connaissait des classes pléthoriques. « *On s'est engagé à faire en sorte que les autres infrastructures puissent être réalisées pour normaliser cette école* », a soutenu Dr Zagré.

Le maire de la commune rurale de Kangala, Guézouma Traoré a exprimé la fierté et la reconnaissance de la population de Kotoura au président du Faso.

Le ministre en charge de l'éducation, Stanislas Ouaro, lui, a remercié le Secrétariat per-

manent des Engagements nationaux et des programmes d'urgence « *pour les efforts, l'écoute et l'attention qu'il porte à nos préoccupations en matière d'éducation* ».

Moumini YAMÉOGO



Le directeur de cabinet du président du Faso, Dr Seydou Zagré a promis la normalisation de l'école



Le maire de Kangala a exprimé la gratitude de la population au président du Faso

34^E ÉDITION DE LA COUPE DU FASO

L'ASFA-Yennenga remporte son 5^e trophée

Le dimanche 20 juin 2021 au stade du 4-Août, s'est jouée la finale de la 34^e édition de la coupe du Faso, en football masculin. Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré a assisté à ce match remporté par l'Association sportive du Faso Yennenga (ASFA-Yennenga) devant l'Association sportive des fonctionnaires de Bobo-Dioulasso (ASFB), par un but à zéro.



Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a donné le coup d'envoi de la finale entre l'ASFA-Yennenga et l'ASFB

Le président du Faso a apprécié la qualité du jeu offert par les deux équipes au public. « Ça été une finale palpitante entre l'ASFB et l'ASFA-Yennenga. Le meilleur a gagné, évidemment c'est l'ASFA-Yennenga », a-t-il dit, avant de saluer le fairplay qui a prévalu durant ce match. Champion pour la 5^e fois, l'ASFA-Yennenga remporte le trophée, les médailles d'or et la somme de 10 millions FCFA. L'ASFB repart à Bobo-Dioulasso avec 7 millions et demi FCFA et les médailles d'argent.

Le chef de l'État a fait le constat que des efforts restent à faire pour relever le niveau du football dans notre pays. Mais cela passe également par le soutien du public aux équipes, a-t-il indiqué.

Le président a rassuré que son gouvernement travaille à réha-

biliter le stade du 4-Août suspendu pour les compétitions internationales. « Nous avons pris l'engagement de restaurer le stade. Lorsque les travaux seront terminés, les footbal-

leurs et les spectateurs retrouveront un stade conforme aux normes internationales », a conclu le chef de l'État.

Rabalyan Paul OUÉDRAOGO



Le trophée de la 34^e édition de la coupe du Faso reçu par le capitaine de l'ASFA-Yennenga des mains du chef de l'État

VIE DES INSTITUTIONS

AUDIENCES

Le Médiateur du Faso remet trois rapports d'activités au chef de l'État

Le Médiateur du Faso, Mme Saran Séré/Séréme a remis, le jeudi 6 mai 2021, les rapports d'activités de l'institution qu'elle dirige, au président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré.

les Cahiers
DE LA PRÉSIDENTIE DU FASO

« Nous avons remis les rapports d'activités 2018, 2019 et 2020 au président du Faso comme requièrent les textes qui nous régissent », a déclaré le Médiateur du Faso qui a fait le point à la presse à l'issue de l'entretien.

En 2018, le Médiateur du Faso a reçu des dossiers de 6 772 plaignants. En 2019, ce sont quelque 4 522 plaignants qui ont été reçus par le Médiateur du Faso et en 2020, 7 495 plai-

gnants se sont tournés vers l'institution.

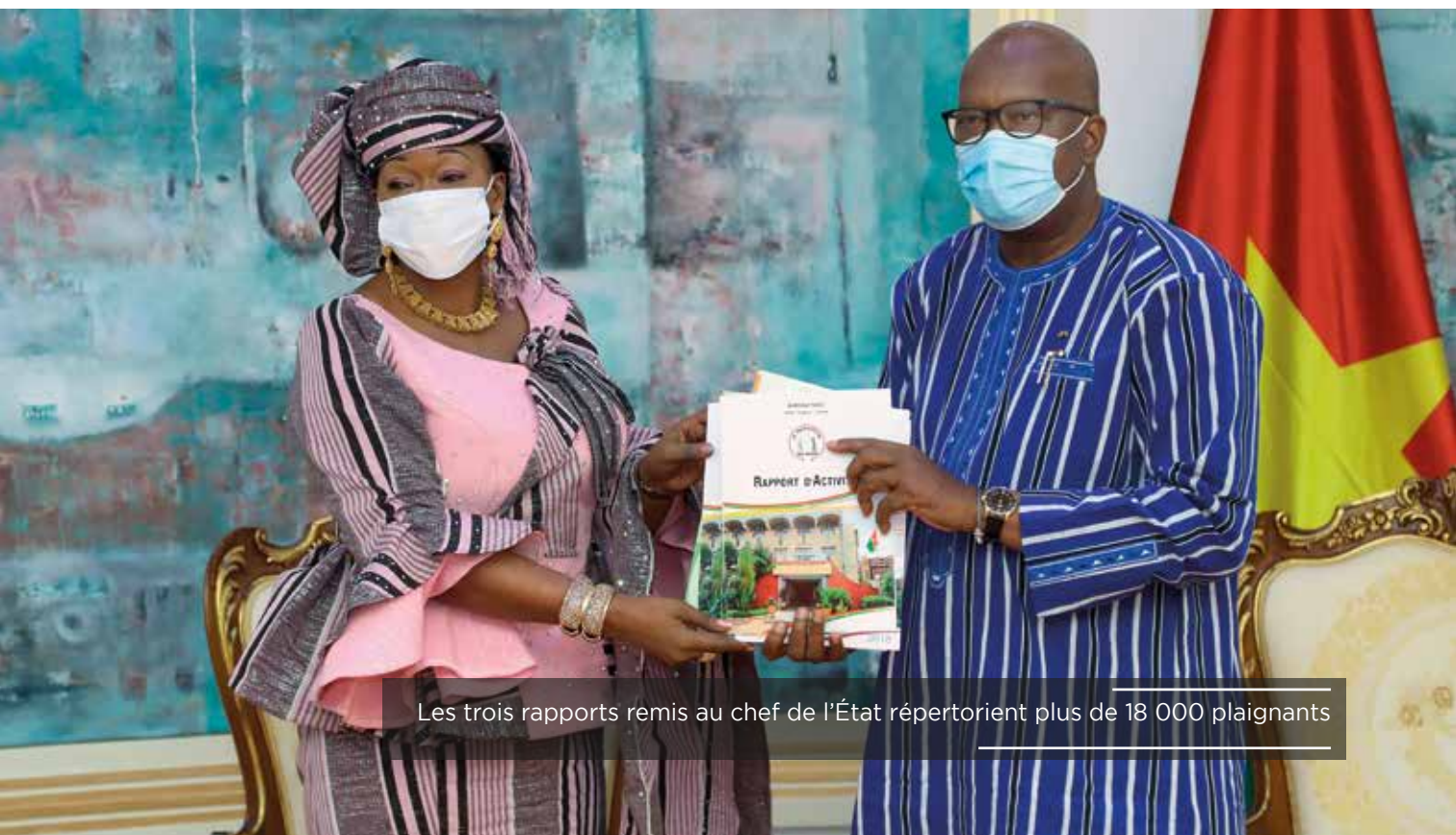
Selon Mme Séréme, l'institution qu'elle dirige doit annuellement produire des rapports pour que le président du Faso puisse suivre les activités qui y sont menées, et prendre connaissance des recommandations que le Médiateur du Faso formule à l'endroit de l'administration.

« Nous avons une longue liste de recommandations qui ont

été faites, notamment des recommandations qui peuvent améliorer la modernisation de l'administration publique », a indiqué le Médiateur du Faso.

Cet entretien a été également une occasion pour le Médiateur du Faso, de plaider auprès du chef de l'État, pour un renforcement des capacités budgétaires, logistiques et infrastructurelles de l'institution.

Moumini YAMÉOGO



Les trois rapports remis au chef de l'État répertorient plus de 18 000 plaignants

ASSISES NATIONALES SUR L'ÉDUCATION

L'UNAPES-B pour une inclusion de tous les acteurs

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a accordé une audience, le vendredi 21 mai 2021, au bureau de l'Union nationale des Associations des parents d'élèves du post-primaire, du secondaire et du supérieur du Burkina Faso (UNAPES-B), conduit par son président Hector Ardent Ouédraogo.



Le président de l'UNAPES-B, Hector Ardent Ouédraogo invite les élèves à se démarquer de la violence

Selon M. Ouédraogo les échanges avec le chef de l'État ont porté sur les nouvelles réformes dans le secteur de l'éducation, sur le rôle et la responsabilité des parents. Ainsi le président de l'UNAPES-B, Hector Ardent Ouédraogo a condamné les violences perpétrées par les élèves au cours de l'année scolaire, en contestation de la réforme sur l'éducation dont l'application est prévue pour 2022. « *Les violences n'ont jamais apporté une solution à un problème. Nous condamnons fermement ce qui se passe* », a-t-il dit.

Pour les assises nationales sur l'éducation, l'UNAPES-B a demandé au chef de l'État une inclusion de toutes les parties prenantes dans le secteur de l'éducation, pour trouver des solutions pérennes. « *Si au cours de ces assises, nous nous rendons compte que nous sommes en train de dévier ou que nous ne sommes pas sur le bon chemin, nous aviserons* », a déclaré Hector Ardent Ouédraogo.

Le président de l'UNAPES-B est également le premier président de l'Internationale des parents d'élèves et d'étudiants. Il a été élu à ce poste par ses pairs au cours d'un congrès constitutif à Dakar au Sénégal en mars 2021.

Rabalyan Paul OUÉDRAOGO



L'UNAPES-B est engagée aux côtés du chef de l'État pour apporter sa contribution dans la recherche de solution à la crise dans le secteur éducatif

OFFRE DE FORMATION AU BURKINA FASO

L'Université Aube nouvelle présente trois nouvelles filières au chef de l'État

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a reçu en audience le président-fondateur de l'Université Aube nouvelle, Isidore Kini, accompagné de ses proches collaborateurs, le vendredi 4 juin 2021.



Le président du Faso s'est entretenu avec le président de l'Université Aube nouvelle, Isidore Kini, sur ses projets de formation

Isidore Kini veut ouvrir trois nouvelles filières au sein de son université. Il s'agit de la médecine, de l'agriculture et de la formation technique et professionnelle pour l'employabilité des jeunes.

En prélude à l'ouverture de ces filières, le président-fondateur Isidore Kini est venu demander les conseils et les bénédictions du président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré. « *Nous avons reçu une oreille très attentive de son Excellence. Il nous a beaucoup encouragés.*

Nous allons travailler avec les techniciens du ministère pour faire avancer les dossiers », a déclaré le président-fondateur de l'Université Aube nouvelle. Selon M. Kini, son université veut accompagner le président du Faso dans la réalisation de son programme dans l'intérêt de la Nation, notamment dans la formation des ressources humaines compétentes afin de couvrir les besoins du Faso, en agriculture, en médecine et lutter contre le chômage.

Rabalyan Paul OUÉDRAOGO



Isidore Kini, un des pionniers dans l'ouverture d'universités privées au Burkina Faso, compte soutenir l'un des grands chantiers, la formation de ressources humaines compétentes





Pour l'investigateur principal du projet d'essais cliniques, Pr Halidou Tinto, ce travail a permis de mettre le Burkina Faso en exergue sur le plan international

« Il a plu au président du Faso de recevoir toute l'équipe et moi, pour lui présenter les résultats de cet important travail que nous avons conduit, c'est-à-dire cet essai clinique de phase 2 où nous avons démontré pour la première fois qu'il était possible d'atteindre un taux d'efficacité de 75 % avec un vaccin contre le paludisme », a déclaré Pr Halidou Tinto à l'issue de l'entretien.

Selon l'investigateur principal du projet d'essais cliniques, ce travail a permis de mettre le Burkina Faso en exergue sur le plan international, de montrer qu'il y a des ressources humaines de qualité en matière de recherche au Burkina Faso, capables de conduire un essai aussi complexe.

Après cette phase 2, « nous envisageons avec l'accompagne-

LUTTE CONTRE LE PALUDISME

Un projet de vaccin efficace à plus de 75 % présenté au président du Faso

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a reçu, le jeudi 29 avril 2021, une équipe de chercheurs de l'unité clinique de Nanoro, conduite par Pr Halidou Tinto, investigateur principal du projet d'essais cliniques sur le paludisme.

ment du gouvernement, initier le processus de phase 3 qui est la prochaine étape qui va nous conduire vers l'enregistrement de ce vaccin dans les trois années à venir », a soutenu Pr Halidou Tinto.

« Le président du Faso nous a encouragés ; il nous a rassurés que le gouvernement al-

lait tout mettre en œuvre pour nous accompagner dans cette phase 3 », a indiqué l'investigateur principal du projet d'essais cliniques.

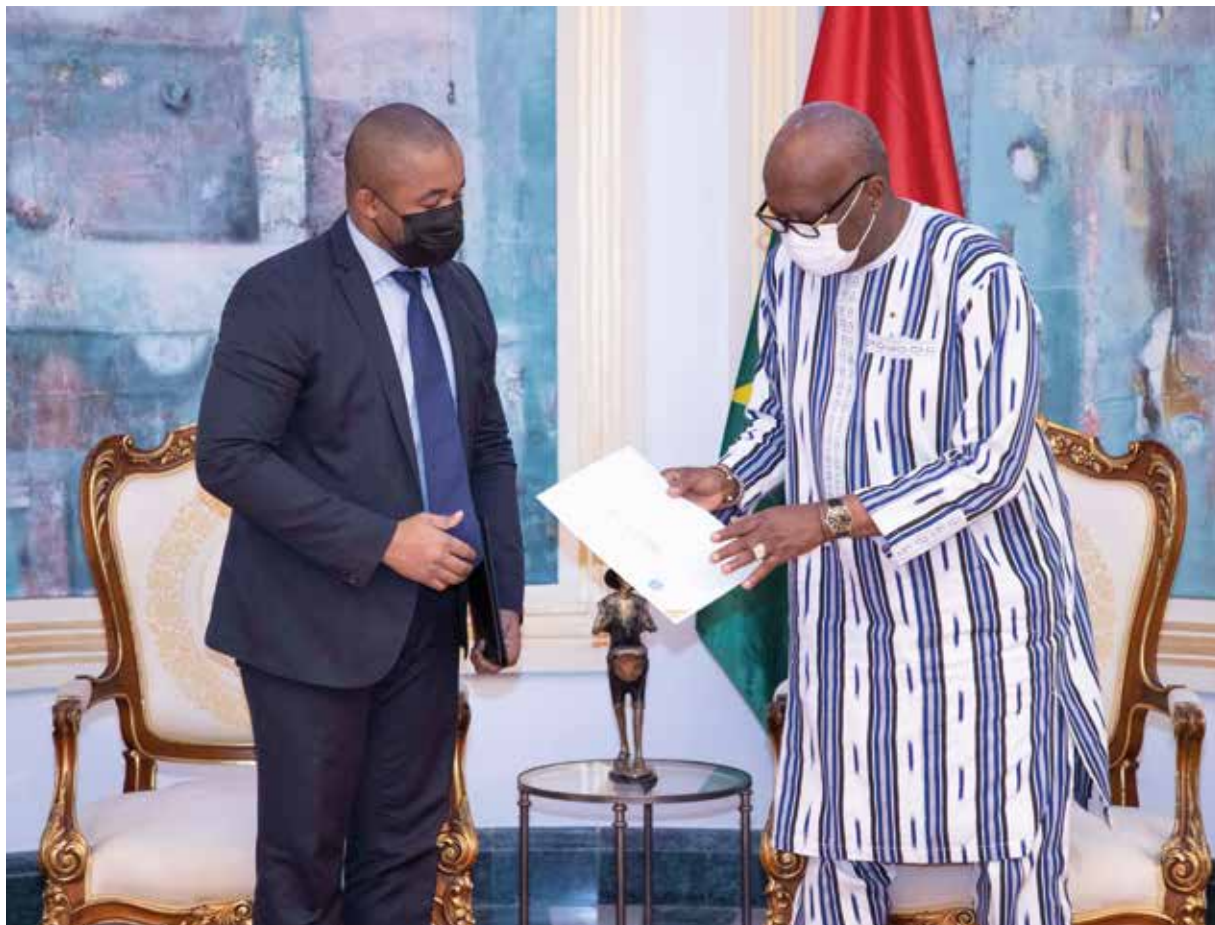
Moumini YAMÉOGO



Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a salué cette prouesse des chercheurs burkinabè

CRISE POLITIQUE AU MALI

Un envoyé spécial de Assimi Goïta chez le président du Faso



L'envoyé spécial du président malien a abordé les questions de coopération entre son pays et le Burkina Faso

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a reçu en audience, le 22 juin 2021, Demba Ndaw, ministre, Directeur de cabinet du président de la Transition de la République du Mali, Envoyé spécial du président Assimi Goïta.

L'hôte du chef de l'État est porteur d'un message du président de la Transition malienne à son homologue burkinabè. Le renforcement de la coopération entre les deux pays et les questions politiques et sous régionales ont été surtout

au menu des échanges entre le président et le Directeur de cabinet du président de la Transition malienne.

Boureima LANKOANDÉ

PAIX ET RÉCONCILIATION

Le ministre Kouadio Konan Bertin salue l'engagement de la jeunesse burkinabè

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a accordé, le lundi 24 mai 2021, une audience au ministre de la Réconciliation nationale de la République de Côte d'Ivoire, Kouadio Konan Bertin.



Les relations entre les deux pays ont été également au menu des échanges



Pour le ministre Kouadio Konan Bertin, la stabilisation de la sous-région peut contribuer à la réconciliation

En visite de travail dans notre pays, le ministre de la Réconciliation nationale de la République de Côte d'Ivoire, Kouadio Konan Bertin a transmis les salutations du président ivoirien Alassane Ouattara au président du Faso.

« *Au cours de notre séjour en terre burkinabè, nous avons eu des séances de travail. Chacun a donné, chacun a reçu de l'autre. Nous sommes certes deux peuples mais deux peuples au même destin* », a indiqué le ministre Kouadio Konan Bertin.

« *Nous avons donc l'obligation de mutualiser nos efforts, d'échanger les expériences et*

voir comment nous conduisons ce peuple ivoiro-burkinabè vers un destin meilleur », a-t-il soutenu. Pour le ministre en charge de la réconciliation nationale de la Côte d'Ivoire, cela passe par la stabilisation de la sous-région à travers des conditions de paix et de réconciliation.

Présent à Ouagadougou également pour le parrainage d'un festival de musique, le ministre Kouadio Konan Bertin s'est réjoui de l'appropriation de ces questions de réconciliation par les jeunes du Burkina Faso qu'il félicite à cet effet.

Moumini YAMÉOGO



Le ministre ivoirien de la Défense a transmis les salutations du président Ouattara à son homologue burkinabè

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

La Côte d'Ivoire et le Burkina Faso mutualisent leurs efforts

Au terme de l'entretien, le ministre ivoirien a relevé le caractère fraternel de sa visite au Burkina Faso. « *Les deux pays ont des destins liés et nous devons nous mettre ensemble pour essayer de faire en sorte que nos populations puissent vivre en paix et en sécurité* », a-t-il déclaré.

Au cours de son séjour, Téné Birahima Ouattara a eu une séance de travail avec son homologue burkinabè Moumina Chériff Sy, sur des questions de sécurité et de défense. Le ministre d'État ivoirien a estimé

que le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire « *doivent mutualiser les efforts, se tenir informés, essayer de mettre ensemble nos moyens pour lutter efficacement contre le terrorisme* ». Le ministre burkinabè de la Défense, Moumina Chériff Sy, a ajouté que les deux pays ont eu, au niveau des frontières des tentatives d'infiltration des tentatives d'infiltration d'éléments nuisibles. « *Nous avons eu à travailler ensemble sur un certain nombre d'opérations pour faire reculer cette adversité* », a-t-il conclu.

Eléonore OUÉDRAOGO

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a reçu, le mardi 10 mai 2021, le ministre d'État, ministre de la Défense de la République de Côte d'Ivoire, Téné Birahima Ouattara. Le ministre d'État ivoirien a transmis au président du Faso un message du président Alassane Ouattara. Il a aussi échangé avec le chef de l'État sur des questions de coopération.



Pour les deux ministres, les deux États doivent mutualiser les efforts et les moyens pour lutter efficacement contre le terrorisme.



COOPÉRATION BURKINA-GAMBIE

Un envoyé spécial du président Adama Barrow pour le renforcement des relations

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a reçu en audience, le vendredi 28 mai 2021, le ministre gambien des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et des Gambiens de l'Extérieur, Mamadou Tangara, Envoyé spécial du président Adama Barrow.



« Je suis porteur d'un message dans le sens du renforcement des relations entre nos deux pays, dans le cadre des consultations régulières que nous avons », a indiqué l'Envoyé spécial du président gambien.

Selon le ministre Mamadou Tangara, les échanges ont porté, dans un premier temps, sur le renforcement des relations entre la Gambie et le Burkina Faso. « Des instructions ont été données dans ce sens par nos deux chefs d'État afin que je parle avec mon ami et frère,

Le renforcement de la coopération bilatérale a été, entre autres, au menu des échanges entre le chef de l'État et son hôte, Mamadou Tangara, Envoyé spécial du président Adama Barrow

le ministre Alpha Barry pour une commission conjointe », a ajouté le ministre gambien en charge des Affaires étrangères.

Les échanges entre le président du Faso et son hôte du

jour ont porté, dans un second temps, sur la situation sociopolitique dans l'espace CEDEAO et sur la vie de l'organisation communautaire.

Boureima LANKOANDÉ

COMMISSION DE L'UEMOA

Abdoulaye Diop reçoit les orientations du président de la Conférence des Chefs d'État

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, président en exercice de l'Union économique et monétaire Ouest-africaine (UEMOA) a accordé, le 25 mai 2021, une audience au nouveau président de la commission de l'institution, Abdoulaye Diop.

A l'issue de l'audience, Abdoulaye Diop a déclaré être venu remercier Roch Marc Christian Kaboré et ses pairs de l'UEMOA, pour le choix porté sur lui pour présider la commission de cette institution.

Il a, à cette occasion, reçu les conseils du président en exercice de l'UEMOA, et les orientations de la conférence des chefs d'État. « *Il y a des priorités qui ont été indiquées et*

sur lesquelles nous mettrons l'accent pour aller dans le sens de ces orientations », a-t-il déclaré.

Selon Abdoulaye Diop, les priorités concernent, entre autres, les domaines social, économique et environnemental. Il a, en effet, indiqué que le président en exercice de l'UEMOA, Roch Marc Christian Kaboré a insisté sur la libre circulation des biens, des ser-



Le nouveau président de la Commission de l'UEMOA, Abdoulaye Diop est venu requérir des conseils auprès du président de la Conférence des chefs d'État, Roch Marc Christian Kaboré



Roch Marc Christian Kaboré a insisté sur la libre circulation des biens, des services et des personnes, selon Abdoulaye Diop, président de la Commission de l'UEMOA

vices et des personnes, et sur la gestion de la pandémie de la COVID-19, notamment l'harmonisation des tarifs des tests dans la zone UEMOA, décidée au sommet du 25 mars dernier.

La situation politique qui prévaut actuellement au Mali a été évoquée au cours de cette rencontre, et le président Roch Marc Christian Kaboré suit avec attention l'évolution de la situation, selon Abdoulaye Diop.

Boureima LANKOANDÉ



Trouver des moyens pour développer les pays de l'UEMOA, c'est l'une des missions de la BOAD, selon Serge Ekue

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, président de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union économique et monétaire Ouest africaine (UEMOA), a accordé une audience au président de la Banque Ouest africaine de Développement (BOAD), Serge Ekue, lundi 3 mai 2021.

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Le président du Faso sollicité pour être le porte-voix

« Nous avons demandé au chef de l'État d'être notre porte-voix dans le cadre de l'exécution de notre plan stratégique », a déclaré le président de la BOAD, Serge Ekue à l'issue de l'audience. Une démarche jugée pertinente par le chef de l'État qui s'est engagé à accompagner la BOAD dans la conduite de la mission, selon lui.

Le président de la BOAD a également évoqué des questions de développement avec

le président du Faso. Pour lui, la BOAD est un soldat du développement et, dans ce sens, elle travaille à trouver des voies et moyens pour financer le développement de « manière moderne ».

« La compréhension de nos sujets par le chef de l'État est exceptionnelle. Il a une bonne maîtrise de ces sujets », a conclu Serge Ekue.

Rabalyan Paul OUÉDRAOGO



Le président de la BOAD, Serge Ekue dit pouvoir compter sur le président du Faso pour la mise en œuvre du plan stratégique de l'institution

ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE

Le Secrétaire général reçoit les instructions du président du Faso

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a accordé, le vendredi 4 juin 2021, une audience au Secrétaire général de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), Wamkele Mene.



Le Secrétaire général de la ZLECAf Wamkele Mene et le président du Faso ont partagé leurs points de vue sur l'avenir du marché continental africain



Pour Wamkele Mene, il y a plus de bénéfices pour les petites entreprises dans ce marché africain

Le Secrétaire général de la ZLECAf, Wamkele Mene, dit avoir eu des échanges fructueux avec le président du Faso, qui lui a donné ses orientations et ses observations dans le processus d'installation du Secrétariat de la ZLECAf.

Parmi les dossiers abordés lors de cette rencontre, il y a la question de l'industrialisation en Afrique et particulièrement au Burkina Faso, les avantages des petites et moyennes entreprises dans la ZLECAf et la fluidité des marchandises. A ce sujet, la suggestion est faite

pour trouver des solutions au transit des marchandises à travers un corridor qui va permettre au Burkina Faso, au Niger et au Mali d'assurer rapidement le transport de leurs marchandises.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine, il est prévu un fonds de compensation pour les pertes de recettes. Selon Wamkele Mene, ce fonds est en train d'être mis en place.

Rabalyan Paul OUEDRAOGO



COOPÉRATION AVEC L'ARABIE SAOUDITE

L'ambassadeur Waleed Alhamoudi en fin de mission

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a reçu en audience, le jeudi 6 mai 2021, l'ambassadeur du Royaume d'Arabie Saoudite, Dr Waleed Alhamoudi. En fin de mission, le diplomate saoudien a salué l'excellente collaboration durant les quatre années passées au Burkina Faso.



L'ambassadeur a remercié le président du Faso pour sa disponibilité, qui a facilité l'exécution de sa mission

lations bilatérales qui existent entre les deux pays. Selon lui, l'ambassade a contribué à la dynamisation de ces relations, en témoignent les visites du président du Faso au Royaume d'Arabie Saoudite, et les différents échanges entre les autorités des deux pays.

« Je pars le cœur léger, parce que les relations entre le Burkina Faso et l'Arabie Saoudite vont se poursuivre, avec les accompagnements du Président du Faso », a conclu l'ambassadeur Waleed Alhamoudi.

Eléonore OUÉDRAOGO

Dr Waleed Alhamoudi a saisi cette opportunité pour remercier les autorités burkinabè. « Je réitère mes remerciements à son Excellence, monsieur le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré et au ministre en charge des Affaires étrangères, Alpha Barry, pour tout ce qu'ils ont fait pour faciliter mon travail et faire de ma mission une réussite », a déclaré le diplomate saoudien.

Dr Alhamoudi a aussi exprimé toute sa satisfaction, au regard de l'excellence des re-



Les relations entre le Burkina Faso et l'Arabie Saoudite se sont améliorées au cours de ces dernières années

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

La France réitère sa volonté d'agir avec les forces burkinabè

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a accordé, le vendredi 11 juin 2021, une audience au ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, venu présenter au président Kaboré, les condoléances de la France et l'empathie au peuple burkinabè à la suite de l'attaque terroriste de Solhan.

« Nous voulons dire aux autorités notre amitié, notre affection, notre volonté de continuer à agir ensemble contre ce poison qu'est le terrorisme », a déclaré le diplomate français à l'issue de l'entretien.

Face à la presse, le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a indiqué que son pays entend poursuivre sa coopération avec le Burkina Faso dans la lutte contre le terrorisme. Réagissant au retrait annoncé de la force Barkhane, le mi-



La France a exprimé sa solidarité au peuple burkinabè



« Nous voulons engager des consultations pour essayer de transformer ce modèle (...) en un modèle de coopération et de soutien à l'égard des forces des pays concernés », selon Jean-Yves Le Drian

nistre français en charge des Affaires étrangères a reconnu que « le modèle de Barkhane n'est pas le modèle adapté ».

Selon Le Drian, la transformation de la force Barkhane va épouser les priorités qui ont été définies au sommet de Pau en janvier 2020 et au sommet de N'Djamena en février 2021. Ces priorités reposent sur quatre axes majeurs que sont la poursuite de la lutte contre le terrorisme, le renforcement de la force conjointe du G5 Sahel, le sursaut civique et politique des États pour reconquérir leur propre territoire et le développement des pays du Sahel avec le soutien d'autres partenaires internationaux.

Moumini YAMÉOGO



JOURNÉE MONDIALE DES RÉFUGIÉS

Angelina Jolie évoque les questions humanitaires



Le président du Faso a souhaité que la star américaine, Angéline Jolie, Envoyé spécial du Haut-commissaire des Nations unies soit une ambassadrice du Burkina Faso partout où elle ira

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a reçu en audience le dimanche 20 juin 2021, l'Envoyé spécial du Haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Angelina Jolie, actrice et réalisatrice américaine.

Présente au Burkina Faso dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale des réfugiés, Angelina Jolie a échangé avec le chef de l'État sur des questions humanitaires, notamment les conditions de vie des réfugiés et des déplacés internes.

En sa qualité d'Envoyé spécial du Haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, la star américaine a passé la journée du samedi 19 juin à Kaya avec les déplacés internes, avant d'aller célébrer la Journée mondiale des réfugiés, le 20 juin au camp des réfugiés de Goudebou.

A Kaya comme à Goudebou, Angelina Jolie a eu des entretiens avec les réfugiés et les déplacés internes et a lancé un appel à un engagement de toutes les bonnes volontés à aider les déplacés internes et les réfugiés.

Au cours de cette audience avec le chef de l'État, elle a eu aussi des échanges approfondis sur le cinéma et entend apporter sa contribution à l'essor du cinéma burkinabè et au rayonnement du FESPACO.

Lassané OUÉDRAOGO

COOPÉRATION AVEC LA BANQUE MONDIALE

Le Vice-président réaffirme l'engagement de son institution



Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a reçu en audience, le vendredi 28 mai 2021, le Vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et centrale, Ousmane Diagana.

C'est la première fois depuis sa prise de fonction en juillet 2020 que M. Diagana visite le Burkina Faso



Le chef de l'État a souhaité plus de célérité dans l'exécution des programmes de la Banque mondiale, selon Ousmane Diagana

« C'était d'abord une occasion pour nous de féliciter le président du Faso pour sa réélection, d'écouter sa vision et ses priorités et voir comment nous pouvons en tant que partenaire du Burkina Faso l'aider à la mise en œuvre de cette vision et des priorités », a déclaré le Vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et centrale, Ousmane Diagana.

Sur ces aspects, « le président du Faso nous a expliqué sa volonté de poursuivre son programme de développement pour le Burkina Faso qui a atteint des progrès importants dans des domaines de

l'agriculture, du renforcement du capital humain dans un contexte difficile », a soutenu le Vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et centrale.

M. Diagana a réaffirmé au chef de l'État la volonté de la Banque mondiale de soutenir davantage les efforts du pays en matière de développement économique et social.

Moumini YAMÉOGO

TRANSFORMATION DIGITALE

Huawei retrace le projet Smart Burkina



Le nouveau président pour la région Afrique du Nord de Huawei, Terry He a annoncé la mise en place d'un fonds pour le développement des talents dans le domaine du numérique

« Nous avons un partenariat stratégique avec le Burkina Faso, notamment avec des projets importants comme le projet Smart Burkina et je suis heureux de constater que la collaboration entre notre société et le Burkina Faso se passe très bien et génère des projets stables », a indiqué Terry He après l'entretien.

Le nouveau président pour la région Afrique du Nord de Huawei Technologies a souligné qu'il était très important pour lui de visiter le Burkina Faso pour s'assurer que les projets sont bien exécutés et que la société est bien alignée sur la vision du président du

Faso en matière du développement du numérique.

Dans cette perspective, Terry He a annoncé qu'il va rencontrer les différents ministres en charge des projets pour voir dans quelle mesure la firme chinoise va accompagner la transformation digitale de notre pays. « Nous allons mettre en place, à partir de cette année, un fonds pour mieux investir dans le développement des talents et nous allons soutenir le pays dans la formation de plus d'ingénieurs certifiés en technologies de l'information de la communication », a-t-il déclaré.

Moumini YAMÉOGO

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a reçu en audience, le jeudi 29 avril 2021, le président pour la région Afrique du Nord de Huawei Technologies, Terry He.



Avec son hôte, le président du Faso a réaffirmé son engagement pour la digitalisation de notre pays

RELIGION ET VIE EN SOCIÉTÉ

Le Grand chancelier de l'Institut pontifical Jean-Paul II reçu par le président du Faso



Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a accordé une audience au président de l'Académie pontificale pour la vie et Grand chancelier de l'Institut pontifical Jean-Paul II, Mgr Vincent Paglia, le lundi 31 mai 2021.

Avec le chef de l'État, le prélat a échangé sur les actions du Pape pour promouvoir la paix

Le prélat a abordé trois sujets principaux avec le chef de l'État. Il s'agit d'abord du dialogue entre les religions et de la convivialité entre les peuples. « *Il y a des différences entre nous, mais elles doivent être une richesse et non une occasion de conflit* », a déclaré Mgr Vincent Paglia.

Le président de l'Académie pontificale pour la vie et Roch Marc Christian Kaboré ont également discuté de l'éducation et de la culture. Selon Mgr Vincent Paglia, la culture et l'éducation doivent « *aider tout le monde à comprendre*

la situation dans laquelle nous vivons et chacun de nous doit être un ouvrier pour bâtir le bien commun ».

Enfin, Mgr Vincent Paglia a parlé au chef de l'État de l'engagement du Pape François à promouvoir la fraternité entre les peuples. Dans ce sens, il a indiqué que les catholiques doivent être au service de la convivialité.

Rabalyan Paul OUEDRAOGO



Le Grand chancelier de l'Institut pontifical Jean-Paul II, Mgr Vincent Paglia prône la communication entre les religions



FLASH-BACK

AOÛT-SEPTEMBRE 2018 **VISITE D'ÉTAT EN CHINE**

les Cahiers
DE LA PRÉSIDENTE DU FASO

Réactiver les sources d'une coopération tournée vers le développement des grands chantiers

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a effectué une visite d'État en République populaire de Chine, du 31 août au 5 septembre 2018, environ trois mois après le rétablissement des relations de coopération avec l'Empire du milieu. Une occasion pour la relance et le renforcement des relations bilatérales avec ce pays, détenteur du droit de véto du Conseil de sécurité des Nations unies.

La reprise des relations diplomatiques entre le Burkina Faso et la République populaire de Chine est intervenue le 26 mai 2018. Elles sont basées sur une coopération plus accrue et le financement du développement à travers la mise en œuvre de grands projets dans

divers domaines. Bien au-delà d'une reprise des relations diplomatiques et de coopération bilatérale, les liens entre notre pays et la Chine populaire mettent en avant la vision du président du Faso d'œuvrer pour le financement des grands chantiers nationaux et régio-

naux dans un contexte d'interdépendance entre les nations du monde et de multilatéralisme accru. De la politique à la culture chinoise en passant par l'économie et l'histoire, le chef de l'État s'est imprégné du système pour découvrir la richesse et le savoir-faire de la



Roch Marc Christian Kaboré accueilli par son homologue chinois, Xi Jinping



Dépôt de gerbes de fleurs au monument des héros du Peuple à la place Tiananmen en leur mémoire



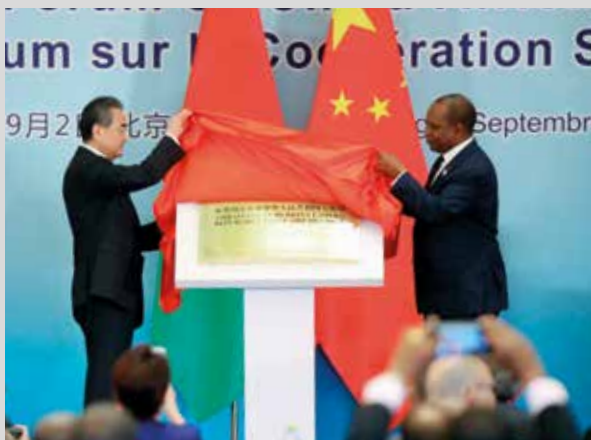
Le Chef de l'État a accordé une audience à la Directrice générale de Exim Bank



Roch Marc Christian Kaboré a visité des entreprises de renom dans l'optique de créer des partenariats



Le président du Faso à la découverte de la grande muraille de Chine



A l'occasion, l'ambassade du Burkina Faso à Pékin a été inaugurée

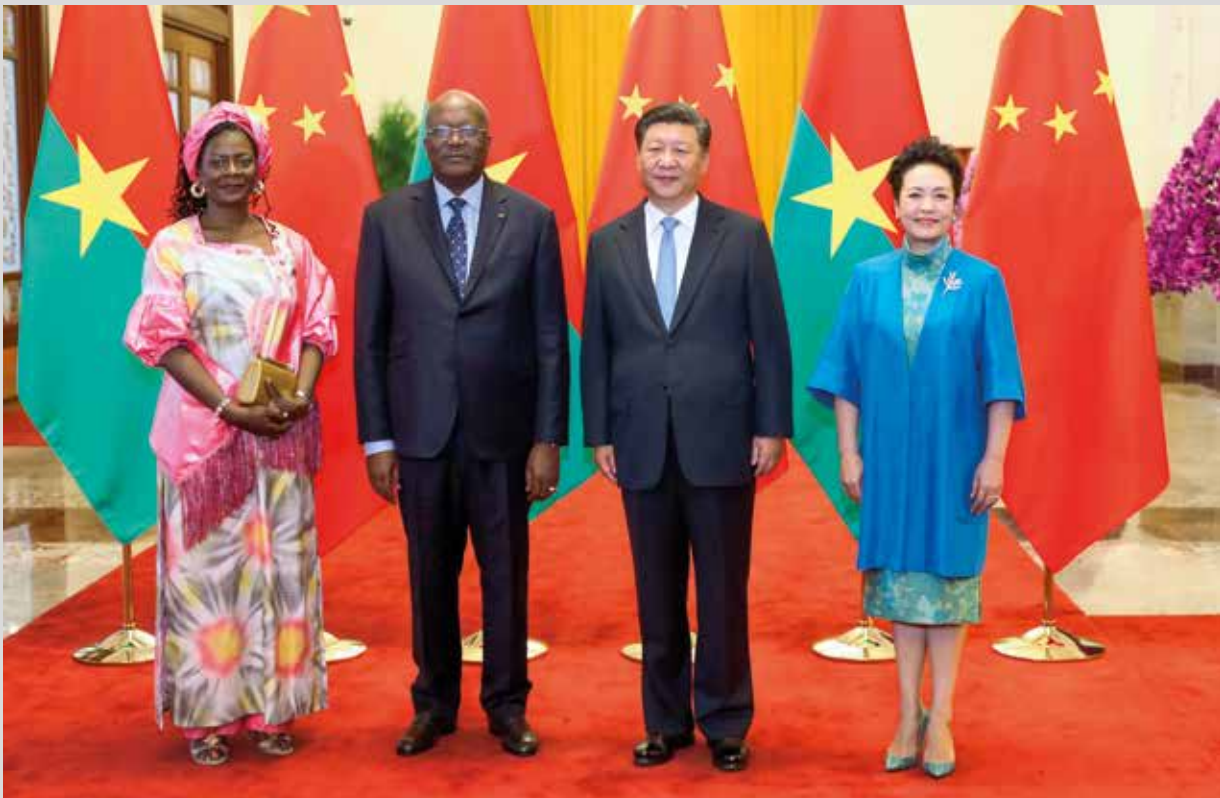




Le président du Faso a pris part au 3^e Sommet du Forum sur la coopération sino-africaine à Pékin du 2 au 4 septembre 2018

première économie du monde. Au cours de ce voyage, le chef de l'État Roch Marc Christian Kaboré a pris part, aux côtés de ses pairs du continent africain, au 3^e Sommet du Forum sur la coopération sino-africaine. Cette rencontre a servi de tremplin aux dirigeants africains pour plaider en faveur du renforcement de la solidarité et de la coopération entre la Chine et l'Afrique. Avec le président chinois, Xi Jinping, ils ont fixé de nouvelles orientations des relations entre le continent africain et la République populaire de Chine.

Boureima LANKOANDE



Les deux couples présidentiels

AUTORITÉ DU BASSIN DU NIGER

**SUR LA SCÈNE
INTERNATIONALE**

Le président du Faso prend les rênes lors du 12^e sommet

les Cahiers
DE LA PRÉSIDENTIE DU FASO

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a participé par visioconférence au 12^e sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Autorité du bassin du Niger (ABN), le jeudi 3 juin 2021. A l'issue des travaux, Roch Marc Christian Kaboré a été porté par ses pairs à la tête de cette organisation transfrontalière de 9 pays pour un mandat de trois ans.



Le nouveau président de l'Autorité du bassin du Niger, Roch Marc Christian Kaboré, qui a succédé à son homologue nigérian Muhammadu Buhari, entend travailler à la stabilité et à la durabilité du bassin

Le président du Faso et ses pairs de l'Autorité se sont penchés au cours de cette rencontre sur l'examen et l'adoption du rapport du Conseil des ministres, tenu à Abuja, le 27

mai 2021, et le renouvellement des instances de l'institution.

Selon le ministre de l'Eau et de l'Assainissement, Ousmane Nacro, qui a animé un point de

presse à la fin des travaux, les chefs d'État ont adopté le rapport du Conseil des ministres qui a proposé cinq résolutions portant sur la construction du siège de l'ABN au Niger, l'adoption de la feuille de route et du règlement intérieur ainsi que la mise en route d'autres projets.

Cependant, selon le ministre Nacro, la question du secrétariat exécutif n'a pas pu trouver de solution. Il revient au Burkina Faso de programmer le prochain sommet et « de dire dans quelles conditions le secrétariat exécutif pourra être pourvu d'un nouveau leader », a-t-il dit.



Selon le ministre en charge de l'eau, Ousmane Nacro, l'actuel Secrétaire exécutif de l'autorité assurera toujours les affaires courantes jusqu'au prochain sommet

Lassané OUÉDRAOGO

SITUATION POLITIQUE AU MALI

La CEDEAO suspend le pays de ses instances

La crise politique au Mali a amené la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à se réunir en sommet extraordinaire, à Accra, le 30 mai 2021.

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré a pris part à cette rencontre sur la situation politique au Mali consécutive au coup d'État orchestré par le Vice-président de la Transition, Assimi Goïta, une semaine avant.

Organisée sur initiative du président de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, le président ghanéen, Nana Akufo-Addo, cette rencontre a examiné la situation, et suspendu le Mali de ses instances.

Les chefs d'État et de gouvernement ont condamné la perturbation de la Transition par les militaires. Cependant, au regard des défis sécuritaires et des enjeux de la situation dans ce pays membre, l'organisation communautaire a réaffirmé sa disponibilité à l'accompagner pour une sortie de crise.



Les chefs d'État ont réaffirmé la disponibilité de la CEDEAO à soutenir le processus de transition au Mali

A cet effet, la conférence a fait des propositions parmi lesquelles la nomination d'un Pre-

mier ministre civil, le respect du calendrier électoral qui prévoit la tenue d'élections démocratiques en 2022.



Le président de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement, Nana Akufo-Addo a présenté les enjeux de la situation actuelle

Les chefs d'État ont réaffirmé leur attachement à la démocratie et condamné toute action qui touche à la stabilité de la zone Ouest-africaine. Ils ont, par ailleurs, exprimé la disponibilité de la CEDEAO à soutenir le processus de transition engagé au Mali, et invité les partenaires techniques et financiers à en faire autant.

Boureïma LANKOANDÉ

59^E SOMMET ORDINAIRE DE LA CEDEAO

Les pays membres adoptent des réformes de l'organisation

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a organisé le 59^e sommet ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement, le 19 juin 2021, dans la capitale ghanéenne, Accra. Le Président du Faso a participé à cette importante rencontre de la communauté.



La Conférence des chefs d'État et de gouvernement a repoussé le lancement de l'Eco à 2027

Les dirigeants de l'espace communautaire ont évoqué, entre autres, les réformes institutionnelles, la vision de la CEDEAO 2050, la mise en œuvre des recommandations de la 85^e session ordinaire du Conseil des ministres, la situation politique, sécuritaire et humanitaire dans

la sous-région, la pandémie de la COVID-19.

Sur la question du projet de réformes institutionnelles de l'organisation, la Conférence a adopté la limitation des membres de la Commission à 7 au lieu de 15, selon le ministre

en charge des Affaires étrangères, Alpha Barry.

L'ensemble des pays membres seront représentés, de façon rotative, dans les structures de la CEDEAO comme la Cour de justice, le Groupe inter-gouvernemental d'Action contre



Pour le président du Faso, le principe de solidarité et d'égalité doit gouverner le fonctionnement de l'organisation

le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), l'Organisation Ouest africaine de la santé (OOAS), pour permettre à chaque pays d'avoir une représentation au sein de l'organisation.

Alpha Barry a précisé que « *le président du Faso a insisté sur le principe de solidarité et d'égalité qui sont les principes même qui ont guidé les pères fondateurs de cette institution* ».

Sur le Mali, les chefs d'État entendent donc « *travailler de sorte à ce que la Transition puisse être contenue dans les délais qui ont été communiqués avec la tenue des engagements des autorités de la Transition* ».

Visant une phase de convergence et de stabilité, la Conférence a renvoyé le lancement de la monnaie unique, l'Eco, en 2027. En ce qui concerne l'ouverture des frontières, la nécessité de la maîtrise de la pandémie s'impose avant toute décision.



Selon le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur, Alpha Barry, l'ouverture des frontières est soumise à une maîtrise de la réponse à la pandémie de la COVID-19

Champion de la CEDEAO pour la libre circulation des personnes et des biens, le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a, au cours de la rencontre, partagé avec ses pairs, sa vision sur cette problématique essentielle à l'intégration des peuples de la communauté.

Eléonore OUEDRAOGO
Boureïma LANKOANDE

ÉLIMINER LA FAIM EN AFRIQUE D'ICI 2030

Les initiatives du président du Faso en exemple

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a participé, le jeudi 29 avril 2021, par visioconférence, à une rencontre de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique, organisée par la BAD et le Fonds international de développement agricole. Vingt-cinq chefs d'État africains et des ministres de l'Agriculture y ont pris part.



Dans la dynamique de son engagement à participer à l'élimination de la faim en Afrique, le président du Faso a mis en place deux initiatives majeures,

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a mis en avant la nécessité de produire en quantité les céréales les plus consommées par les populations, comme le riz



Pour le ministre en charge de l'agriculture, Salifou Ouédraogo, le président du Faso a engagé des initiatives dans la dynamique de l'autosuffisance alimentaire

qu'il a présentées lors de cette rencontre de haut niveau.

Il s'agit de « *l'Initiative produire un million de tonnes de riz par an dans le but d'assurer l'auto-suffisance en riz* » et de l'Initiative « *assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas équilibré par jour* ».

Selon Roch Marc Christian Kaboré « *ces deux initiatives catalyseront de fortes dynamiques et toucheront l'ensemble des acteurs agissant tout au long des chaînes de valeurs agricoles à travers une*

coordination forte impulsée par le gouvernement ».

Le ministre de l'Agriculture, des Aménagements hydro-agricoles et de la Mécanisation, Salifou Ouédraogo a précisé que les deux initiatives sont évaluées à 550 milliards FCFA. Il a précisé que le président du Faso a appelé les investisseurs et les partenaires techniques et financiers à soutenir ces deux initiatives.

Rabalyan Paul OUÉDRAOGO



DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Un sommet à Paris pour soutenir les économies fragilisées par la crise de la COVID-19

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a participé le 18 mai 2021 à Paris, à un sommet sur le financement des économies africaines.

Cette rencontre a regroupé une trentaine de dirigeants africains et européens et les grandes institutions économiques internationales et s'est penchée sur les voies et moyens de soutenir le financement des économies des pays africains, durement éprouvées par les effets pervers de la pandémie du coronavirus et de la crise sécuritaire.

Pour la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, « nous sommes réunis ici pour inverser ce qui s'est développé, un décalage très risqué entre les économies avancées



et les pays en développement, en particulier en Afrique ». Outre les questions économiques, le président du Faso a évoqué la question sécuritaire avec le président français Emmanuel Macron

et les pays en développement, en particulier en Afrique ».

A cet effet, l'engagement des partenaires du continent doit se traduire dans l'immédiat par une accélération de la campagne vaccinale contre la COVID-19 et davantage de marges de manœuvre budgétaire pour les pays du continent africain. Pour mieux combler le fossé entre les pays développés et l'Afrique, le sommet de Paris a mené la réflexion sur deux axes majeurs : l'un sur le financement et le traitement de la dette publique du continent et l'autre sur le renforcement du rôle du secteur privé africain dans la lutte contre la pauvreté.

« Nous sommes prêts à réallouer les Droits de tirages spéciaux (DTS) afin de constituer un tour de table qui s'élève à au moins 100 milliards pour l'Afrique », a indiqué le chef de l'État français, Emmanuel Macron, à l'issue du sommet.

En marge de cette rencontre, le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a présidé, les 17 et 18 mai, deux mini-sommets des chefs d'État et de gouvernement du G5 Sahel et de l'UEMOA, qui ont permis de dégager des positions communes qui ont été soumises au sommet.

Moumini YAMÉOGO
Lassané OUÉDRAOGO



Sous le leadership du président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, les chefs d'État et de gouvernement de l'UEMOA et du G5 Sahel ont défendu une position commune à ce sommet

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

Le président du Faso échange avec des partenaires à Paris

En marge du sommet sur le financement des économies africaines, tenu à Paris du 17 au 19 mai 2021, le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a eu des rencontres avec plusieurs personnalités et des partenaires techniques et financiers. Avec ces partenaires stratégiques, le président du Faso a échangé sur des sujets liés à la coopération, à l'intégration et au développement.

Lassané OUÉDRAOGO



Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, président en exercice de l'UEMOA, s'est entretenu, le 17 mai 2021, avec son homologue ghanéen, Nana Akufo-Addo, président en exercice de la CEDEAO sur les questions d'intégration



Les chefs d'État et de gouvernement du G5 Sahel ont tenu un mini-sommet, le 17 mai 2021, à l'hôtel Peninsula, autour du président du Faso, doyen des chefs d'État de l'espace sur la question de la sécurité



Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a eu une séance de travail, le 18 mai 2021 avec le Directeur des opérations de la Banque mondiale, Axel Van Trotsenburg sur le renforcement de la coopération





Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, s'est entretenu, le 18 mai 2021 avec le président de la Société financière internationale (SIF), Makhtar Diop sur les investissements



Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a poursuivi, le 18 mai 2021, ses entretiens parisiens avec la Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique, Véra Songwe sur la gestion de la COVID-19



Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a eu une séance de travail, le 18 mai 2021, avec l'ancien Premier ministre britannique, Tony Blair sur le développement au Burkina



Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré s'est entretenu, le 19 mai 2021, avec le président de la Banque africaine de Développement (BAD), Akinwumi Adésina sur la coopération entre le Burkina Faso et cette institution financière



Le présent numéro fait un focus sur la promotion de la démocratie, un des chantiers du programme présidentiel. Le renforcement du processus démocratique, la promotion des libertés individuelles et collectives, la réconciliation des Burkinabè, la consolidation de la paix et de la cohésion sociale pour un vivre-ensemble harmonieux, sont le leitmotiv du chef de l'État au cours de ce quinquennat.

CHANTIER 2

Renforcer la démocratie, réconcilier les burkinabè, consolider la paix et la cohésion sociale

Je fais de la démocratie un élément fondamental de mon action en faveur de la société burkinabè et pour un Burkina Faso de concorde où règne la paix des cœurs et des pensées. N'oublions jamais que c'est l'État de droit qui garantit les

libertés de chacun et assure la paix à tous. Notre pays doit rester un État de droit, un État fort qui protège tous les Burkinabè, qui préserve les institutions républicaines, et qui veille à l'intégrité du territoire national. Pour cela, je m'en-

gage à :

- promouvoir une administration efficace et de développement ;
- garantir et renforcer le pluralisme politique ;
- garantir la séparation des pouvoirs.

Le passage effectif à la V^e République par l'adoption du projet de constitution posera les bases d'un nouveau socle institutionnel pour notre pays. Mais, il nous faut du courage pour aller plus loin et rénover notre démocratie. Pour cela, je m'engage à prendre les mesures suivantes :

- revue des institutions de la République et de leurs budgets respectifs ;
- rationalisation des départements ministériels pour plus d'efficacité et d'efficience dans l'action gouvernementale ;
- renforcement des capacités opérationnelles de l'Autorité supérieure de Contrôle d'État et de Lutte contre la Corruption (ASCE-LC).

En vue de l'approfondissement et d'un meilleur encadrement des libertés publiques, mon attention se focalisera sur :

- la réforme globale du Code électoral ;
- la poursuite des concertations en vue de l'adoption d'un statut de la chefferie coutumière ;
- la relecture de la charte des partis et formations politiques ;
- la relecture des textes législatifs et réglementaires encadrant l'exercice des libertés religieuses ;
- la relecture de la loi sur les libertés d'association pour prendre en compte la lutte contre le blanchiment des capitaux et la lutte contre le terrorisme ;

- la mise en place de règles adaptées à l'exercice des libertés dans l'utilisation des Technologies de l'information et de la communication (TIC).

S'agissant de la réconciliation nationale, socle de la construction et du renforcement de l'État de droit, m'appuyant sur le travail remarquable du Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité Nationale (HCRUN) et tirant leçon des résultats pertinents encourageants du dialogue que j'ai initié avec la classe politique, je m'engage, dès le premier semestre de 2021, à organiser un forum de réconciliation **avec l'ensemble des forces vives de la Nation dans une dynamique de sincérité et de pragmatisme pour créer les conditions d'une véritable réconciliation nationale**. En effet, il est urgent de vider tous les dossiers qui ne favorisent pas le retour de la paix des cœurs, en recherchant la Vérité, la Justice et le Pardon, conditions indispensables pour une réconciliation vraie et sincère.

En effet, la justice ne règne dans la cité que lorsque chacun y est assuré de voir sanctionner celui qui a enfreint à la loi commune, lorsque la sécurité du citoyen n'est pas menacée par l'arbitraire ou par les pouvoirs excessifs de l'Administration. Le vrai combat pour une autre justice se situe au niveau des mentalités et des acteurs de notre système judi-

ciaire. Sans l'appui de l'opinion publique, sans la participation de tous à l'effort de prévention, sans le dévouement et l'abnégation des acteurs de la justice, jamais le Pacte national pour le renouveau de la justice, même conduit avec toute la conviction et l'énergie requises, ne marquera de progrès décisifs. Pour cela, **je ferai en sorte que notre système judiciaire soit un instrument moderne, performant et crédible au service de l'État de droit pour tous les Burkinabè**.

Consolider la paix et renforcer la cohésion sociale sont des facteurs indispensables de notre vivre-ensemble. La Nation a le devoir moral de **lutter contre la stigmatisation et le repli identitaire** qui fragilisent les bases de la cohésion sociale. C'est pourquoi je mettrai un point d'honneur à renforcer les valeurs qui fondent notre fierté commune en tant que Nation, et ce, en veillant à ce que ce mandat exprime encore plus le sceau de l'intégrité retrouvée.

Au regard du nombre croissant de localités en situation de fragilité due aux attaques terroristes, aux conflits communautaires et aux difficultés d'accueil des personnes déplacées, je m'attacherai à renforcer la résilience des communautés et de nos concitoyens, pour parer aux risques de basculement dans l'extrémisme violent.



Échanges entre le président du Faso et les responsables communautaires à Yirgou le 5 janvier 2019

Dans ce sens, je m'engage à :

- réduire les disparités et les inégalités régionales par des investissements structurants visant à optimiser le potentiel économique de chaque région ;
- réduire la marginalisation et la stigmatisation des communautés en élaborant et en mettant en œuvre une stratégie nationale pour la promotion de la cohésion sociale ;
- relever économiquement et socialement les conditions de vie de nos concitoyens dans les zones à fort défi sécuritaire par la mise en œuvre d'un programme de formation professionnelle et de soutien financier aux initiatives entrepreneuriales des personnes vulnérables ;
- promouvoir le dialogue social et l'engagement civique ;
- garantir et renforcer la représentation et la participation des citoyens et des communautés aux processus décisionnels ;

- éradiquer l'extrémisme violent en mettant en œuvre le plan d'action de la stratégie nationale de prévention de l'extrémisme violent ;
- mettre en place un centre de dé-radicalisation et de ré-insertion sociale des jeunes victimes de l'enrôlement et de l'endoctrinement terroristes.

Je m'emploierai à poursuivre une politique étrangère cohérente, dynamique et stimulatrice pour le développement économique et social du Burkina Faso.

Pour ce faire, j'organiserai dès l'entame de mon prochain mandat les « États généraux de la diplomatie » afin de mieux cerner les faiblesses de notre administration centrale et de nos représentations diplomatiques à l'étranger. Je veillerai ainsi :

- à la réorganisation de nos représentations diplomatiques à travers le monde sur la base d'études de coût-efficacité et d'impact ;

- au renforcement des capacités opérationnelles du ministère en charge des Affaires Étrangères ;
- à la promotion d'une diplomatie au service du développement et de la sécurité ;
- à la consolidation de la place du Burkina Faso en Afrique et dans le monde ;
- au renforcement de notre contribution à l'intégration sous régionale et africaine ;
- à la promotion de la paix et de la sécurité dans la sous-région et dans le monde ;
- au renforcement des mécanismes favorisant une plus grande implication de la diaspora dans les actions de développement ;
- à la consolidation de nos relations avec les différents pays et à l'élargissement de nos relations diplomatiques dans le monde.

In " Roch Marc Christian Kaboré
Mon programme 2021-2025 "





ACCÉLÉRATION DE LA MÉCANISATION AGRICOLE

68 tracteurs remis aux producteurs, en cent jours, selon le ministre Salifou Ouédraogo

La transformation structurelle de notre agriculture est en marche. Sous la houlette du président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, d'importants moyens sont déployés pour accompagner la modernisation de ce secteur prioritaire, à l'effet de permettre aux producteurs de doper les rendements dans la perspective de l'autosuffisance et de la souveraineté alimentaire. Dans cet entretien réalisé, le 14 juin 2021, le ministre de l'Agriculture, des Aménagements hydro-agricoles et de la Mécanisation, Salifou Ouédraogo, évoque les efforts du gouvernement et les perspectives pour le secteur agricole à l'horizon 2030.

Question (Q) : Monsieur le ministre, vous avez lancé, le 27 mai 2021 à Bangrin dans la commune de Loumbila, la campagne agricole 2021-2022 sous le thème : « Distribution électronique des intrants et équipements agricoles : rôle et implication des acteurs pour une opération réussie ». Quelles sont les perspectives de production pour cette saison humide ?

Salifou Ouédraogo (S.O.) : Nous avons effectivement lancé la campagne agricole de saison humide 2021-2022, le 27 mai dernier dans la commune de Loumbila. Nos objectifs de production sont d'environ 6 millions de tonnes pour les productions céréalières dont 1

million de tonnes de riz. Il est prévu également 1 736 749 tonnes de cultures de rente et environ 990 000 tonnes de productions d'autres cultures vivrières. Pour toutes productions confondues, nous escomptons plus de 8 millions de tonnes pour cette campagne humide.

Q : La saison est en train de s'installer, monsieur le ministre. Parlez-nous des mesures et actions entreprises par votre département pour accompagner et soutenir les producteurs pour cette campagne agricole ?

S.O. : Pour cette saison humide, nous avons mis à la disposition des producteurs plus de 30 000 tonnes d'engrais minéraux et plus de 5 000 tonnes de semences améliorées. Nous avons également mobilisé 368 équipements motorisés dont 285 motoculteurs avec accessoires et au moins 100 tracteurs équipés.

En plus de ces équipements, c'est tout le système d'encadrement qui a été réorganisé afin que les producteurs puissent avoir accès aux formations et à un certain nombre d'apprentissages, mais surtout pouvoir leur expliquer les itinéraires techniques à suivre pour améliorer leurs rendements. A cet effet, je voudrais inviter l'ensemble des producteurs à suivre strictement les conseils des techniciens parce qu'au-delà de cette production, le ministère a mis à



La mécanisation de l'agriculture est une priorité pour le chef de l'État Roch Marc Christian Kaboré

la disposition des directions régionales et provinciales des quantités de pesticides homologués qui vont leur permettre, en cas d'attaque, de pouvoir faire face aux nuisibles.

Le gouvernement poursuivra également ses efforts de facilitation de l'accès aux financements, de maîtrise de la volatilité des prix des produits agricoles, de gestion des risques agricoles et d'amélioration des conditions et mécanismes d'accès aux marchés pour les produits agricoles à des prix rémunérateurs.

Q : La volonté de modernisation de notre agriculture est affichée même dans la dénomination de votre département ministériel. Qu'est-ce qui est fait concrètement sur le terrain pour accélérer la mécanisation de l'agriculture au Burkina Faso dans l'optique de l'autosuffisance alimentaire ?

S.O. : La mécanisation agricole est un levier de la transformation structurelle de l'agriculture. Elle permet d'accroître les superficies exploitées, de réduire la pénibilité des travaux champêtres, de respecter le calendrier cultural et d'assurer la sécurité des opérations champêtres. Elle est le moteur de la transformation des produits agricoles, réduisant les pertes post-récoltes, augmentant la valeur ajoutée des produits du cru et renforçant les revenus des acteurs.

Au cours des cent premiers jours du second mandat présidentiel, le Département a procédé à la remise de 68 tracteurs, soit un peu plus d'un tracteur tous les deux jours. Dans la même dynamique, nous avons entamé la création d'au moins une Unité de mécanisation agricole (UMA) et une Coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA)



par commune et un atelier de maintenance et réparation des équipements par province. Il sera mis à la disposition des producteurs, au moins 10 000 unités d'équipements motorisés intermédiaires et 2 000 unités d'équipements de grande motorisation. Il s'agira aussi de finaliser la commande de 1 000 tracteurs au profit des producteurs de céréales et de coton. La mise en place des unités de transformation des produits agricoles, notamment dans les grands centres de production maraîchère, est aussi un des chantiers de la mécanisation de l'agriculture.

Q : Dans sa politique de soutien et de promotion du secteur rural, le gouvernement a lancé la Banque agricole du Faso, la Centrale d'achat des intrants et matériel agricoles (CAIMA), l'assurance agricole, etc. Quel bilan peut-on faire de ces initiatives ?

S.O. : Le bilan est assez positif. La Banque agricole du Faso a été mise en place en réponse aux sollicitations des producteurs désireux de disposer d'un instrument de financement des activités agro-sylvo-pastorales. Aujourd'hui, elle se déploie sur l'ensemble du territoire national afin de se rapprocher davantage des populations rurales. Mieux, le gouvernement a ouvert dans les livres de la BADF, le Fonds de développement agricole (FDA) qui offre des conditions également souples de finan-

cement des activités agro-sylvo-pastorales. Les prêts sont accordés à un taux d'intérêt de 5 %. La garantie financière n'excède pas 15 % du montant demandé. La durée de remboursement est de six à douze mois pour les crédits de fonds de roulement et entre un et trois ans pour les crédits Équipements et Infrastructures.

L'assurance agricole vise à atténuer l'exposition des agriculteurs aux aléas climatiques en vue de stabiliser leurs revenus. Ce mécanisme a débuté par une phase pilote de 2020 à 2022 avec trois régions (la Boucle du Mouhoun, le Centre-Ouest et l'Est). Les spéculations concernées sont le riz, le sorgho et le maïs. Les premières indemnités ont été payées à l'issue de la campagne agricole écoulée.

La Centrale d'approvisionnement en intrants et matériel agricoles (CAIMA) a été portée sur les fonds baptismaux dans l'objectif de faciliter aux acteurs l'accès aux facteurs de production. Le Conseil d'administration et son président ont été installés. Le Plan stratégique de développement est en cours de validation. Tout est fin prêt pour son opérationnalisation.

Q : Le 28 mai dernier, vous avez procédé au lancement de l'Initiative pour la mécanisation agricole (IMA). Quelle est la philosophie qui sous-tend cette initiative ? Et quels sont les résultats attendus ?



S.O. : L'IMA est une mobilisation citoyenne pour l'acquisition massive d'équipements agricoles au profit des producteurs. Elle va nous permettre à terme de mettre en place des unités de mécanisation agricole mais également des coopératives d'utilisateurs de matériel agricole. Ces coopératives vont travailler à rembourser pour permettre d'équiper d'autres coopératives. L'IMA vient continuer à sensibiliser les Burkinabè pour que durant les trois ans de sa mise en œuvre, nous puissions vraiment accélérer la mécanisation et permettre à nos producteurs de passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture plus professionnalisante, qui produit plus et qui va permettre davantage la transformation.

Plus d'un milliard francs CFA a été mobilisé à l'occasion du lancement. Nous exprimons notre reconnaissance aux do-



Des tracteurs pour accompagner les producteurs dans la modernisation des moyens de production

nateurs, tout en réitérant nos appels à l'action citoyenne.

Q : Parlons de l'autosuffisance alimentaire. Où en est-on avec l'Initiative présidentielle "Produire un million de tonnes de riz paddy d'ici à 2021" ? Nous sommes justement à quelques mois de l'échéance.

S.O. : L'Initiative présidentielle « Produire un million de tonnes de riz paddy d'ici à 2021 » a été lancée à la suite du constat que nous faisons beaucoup d'importation de riz ; plus de 450 000 tonnes par an, pour près de 70 milliards FCFA. Cette initiative doit nous permettre d'inverser cette tendance pour atteindre l'autosuffisance alimentaire en riz, mais également renforcer toute la chaîne de production. Elle est en marche et a permis l'année dernière d'accroître d'au moins 20 % la production nationale.

Q : Une autre Initiative présidentielle : « Assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas équilibré par jour ». En tant qu'un des départements ministériels qui accompagnent la mise en œuvre, quel est l'apport spécifique de votre ministère ?

S.O. : L'Initiative présidentielle « Assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas équilibré par jour » est une initiative noble, parce que chaque enfant qui va à l'école doit être bien nourri pour lui permettre d'être éveillé et pouvoir suivre les cours. Le ministère en charge de l'Agriculture est tourné vers cet objectif parce qu'à terme, c'est de faire en sorte qu'au niveau des différentes communes, nous puissions mettre en place 1 000 exploitations innovantes résilientes et performantes pour la production de céréales (le riz, le maïs, le mil), de légu-

mineuses, de tubercules, de fruits et de légumes. Ce modèle devra permettre d'obtenir, en trois cycles de production par an, 50 tonnes de céréales et 60 tonnes de produits maraîchers par exploitation. Ces modèles vont permettre de ravitailler les cantines scolaires et impulser la commercialisation des produits locaux.

Q : L'Initiative a été lancée le 17 juin dernier. Après ce lancement, quelles sont les actions urgentes de votre ministère ?

S.O. : Pour nous, c'est pouvoir déjà recenser les écoles participantes, voir les disponibilités en eau et pouvoir ensuite commencer à construire petit à petit les modèles de production qui vont, de façon structurelle, changer notre mode de production, notre mode de ravitaillement et que les cantines puissent être davantage endogènes et que la nourriture pour



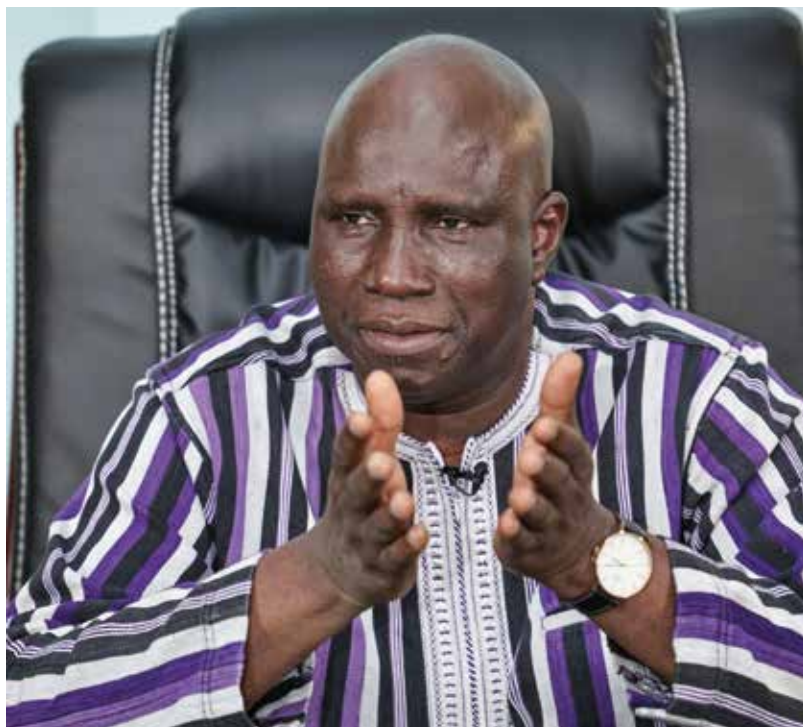
les enfants puisse être disponible sur une longue durée.

Q : Le Burkina Faso s'est engagé à accompagner l'atteinte des Objectifs du développement durables (ODD) des Nations unies en 2030. Y a-t-il des indicateurs clairs qui permettent de soutenir que notre pays sera au rendez-vous en ce qui concerne l'objectif n°2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable ?

S.O. : Notre pays travaille à l'atteinte de ces ODD. Et pour cela, il y a plusieurs leviers qui ont été actionnés :

- la maîtrise de l'eau agricole (irrigation et aménagements hydro-agricoles) ;
- l'amélioration variétale des semences agricoles en vue d'accroître les rendements et s'adapter aux changements climatiques ;
- la mécanisation de tous les maillons de la chaîne de valeur agricole en vue d'intensifier, de diversifier et d'accroître la valeur ajoutée des produits agricoles et moderniser l'agriculture ;
- la formation professionnelle, la sécurisation foncière et l'organisation des acteurs.

L'ensemble de ces actions ont permis d'enregistrer un bon qualitatif de la production agricole. En effet, à titre illustratif, la production céréalière a franchi la barre historique de 5 millions de tonnes la campagne agricole écoulée. Mais



« L'Initiative présidentielle "Produire un million de tonnes de riz paddy d'ici à 2021" doit nous permettre d'atteindre l'autosuffisance alimentaire en riz, mais également de renforcer toute la chaîne de production », Salifou Ouédraogo, ministre en charge de l'agriculture

à l'instar de bon nombre de pays, il n'est pas aisé de soutenir avec certitude que nous atteindrons les ODD en 2030. C'est pourquoi le Secrétaire général des Nations unies invite les États membres à un Sommet mondial sur les systèmes alimentaires en septembre 2021 à l'occasion de l'Assemblée générale. Le Burkina Faso s'y prépare, et nous espérons en tirer des voies et des partenariats pour poursuivre le combat pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable.

Q : Avez-vous un message à l'endroit des producteurs à l'orée de cette saison agricole qui commence ?

S.O. : J'invite les producteurs à se concentrer sur leurs exploitations. Nous leur demandons d'écouter les conseils des agents d'agriculture. J'appelle également au respect des itinéraires techniques de production conformément aux conseils fournis par le réseau d'appui-conseil agricole. Nous les informons aussi qu'au niveau des différentes directions régionales et provinciales, il y a des moyens de lutte contre les nuisibles qui sont mis à leur disposition gratuitement.

Entretien réalisé par
Moumini YAMÉOGO et
Boureima LANKOANDÉ

MINISTRE DE
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET
DE L'INNOVATION

Sous la présidence de Madame Sika
Chef de l'État ;
La co-présidente du Professeur Alkass
de l'Enseignement et de la Recherche scientifique
et de la Santé ;
le Parrain Professeur
LLE D...
ÈRES PRO...
E RA...
IC ET IMA...
INA FASO



Sortie des 8 Prix des Premières de radiologues formés au Burkina Faso
Toute notre gratitude à Madame Sika KABORE
Epouse du SEM le Président du Faso, Madame

Cérémonie de sortie
des médecins spécialistes
en imagerie et
radiodiagnostic





JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA SAGE-FEMME

Madame Sika Kaboré aux côtés de « ceux qui aident à donner la vie »

L'épouse du président du Faso, Sika Kaboré a parrainé, le samedi 5 juin 2021, la cérémonie commémorative de la Journée internationale de la sage-femme, placée cette année sous le thème : « Regardez les statistiques : investissez dans les sages-femmes ».

Selon Mme Sika Kaboré, cette journée organisée par l'Association burkinabè des sages-femmes et maïeuticiens (ABS-F/M), « loin d'être une simple célébration, doit être pour les acteurs du bien-être des populations, un cadre d'échanges, de rétrospectives et de recommandations pour le futur de la profession ».

Elle a salué « les métiers dont la noblesse n'échappe à personne et qui participent à la création divine et aident à donner la vie ».

Pour la présidente de l'ABS-F/M, Mariam Nonguierna, cette journée est un cadre d'échanges d'expériences, de bonnes pratiques et une occasion pour mieux valoriser leur métier.

Le ministre de la Santé, Pr Charlemagne Ouédraogo est revenu sur « les nombreuses actions salvatrices entreprises par le gouvernement pour valoriser les métiers de sage-femme et de maïeuticien ». Il s'agit du relèvement du niveau de recrutement, de la création

de l'ordre des sages-femmes et de l'adoption de la fonction publique hospitalière.

A cette occasion, la Nation a manifesté sa reconnaissance à une dizaine de sages-femmes et de maïeuticiens. Ils ont été faits Chevaliers de l'Ordre du mérite de la Santé et de l'Action sociale avec agrafe santé.

Moumini YAMÉOGO



Mme Sika Kaboré a salué la contribution des sages-femmes et maïeuticiens à la lutte contre la mortalité maternelle et néonatale

AUTONOMISATION DE LA FEMME

Un colloque national pour valoriser la femme et la famille

L'épouse du président du Faso, Sika Kaboré a patronné, le mercredi 23 juin 2021 à Bobo-Dioulasso, la cérémonie d'ouverture du colloque national sur le thème : « Autonomisation des femmes, dividende démographique et promotion de la famille au Burkina Faso ».



« J'ai foi aux capacités de notre famille-Nation à transcender et triompher de ces épreuves que nous subissons », a soutenu Mme Sika Kaboré

Organisée par l'Institut Anselme-Titianma-Sanon en collaboration avec l'ONG Voix de Femmes et l'Institut supérieur des sciences de la population (ISSP), cette rencontre est une opportunité de revisiter notre société et la place de la famille dans notre contrat social.

« Chacune de nos ethnies, de nos cultures, de nos croyances et de nos religions, est fondée sur le socle de la famille et en conséquence, le salut et la sur-

vie de nos communautés, voire de notre société et de notre pays passe par la famille », a soutenu l'épouse du chef de l'État, Sika Kaboré. Elle a appelé les participants au colloque à faire des recommandations pour valoriser la famille et pour l'autonomisation de la femme.

Pour Mme Sika Kaboré, il s'agit d'œuvrer à la dynamique de création d'une véritable alliance nationale en faveur de la famille et des valeurs de la société burkinabè. Sur le plan scientifique, il faut montrer que la question du dividende démographique n'est pas seulement une question démographique mais qu'au cœur de ce concept holistique se trouve la famille.

Toujours engagée pour la défense de la femme et de la famille, Mme Kaboré, en sa qualité de mère, de citoyenne, et d'épouse, a rassuré les initiateurs du colloque de son accompagnement dans cette noble mission.



Pendant trois jours, les participants vont éplucher le thème pour des résultats probants

Moumini YAMÉOGO

DROIT À LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

Sika Kaboré mobilise pour le forum de Paris

Madame Sika Kaboré, épouse du président du Faso, a participé, les 20 et 21 mai dernier, à la rencontre nationale préparatoire des organisations de la société civile sur les enjeux du Forum Génération Égalité et la participation du Burkina Faso en tant que coleader de la coalition « Droit de disposer de son corps et Droits à la santé sexuelle et reproductive ».



Madame Sika Kaboré a invité la population à poursuivre la mobilisation pour une réussite de la rencontre de Paris

La rencontre a réuni des membres des associations et organisations de défense des droits des femmes et des

jeunes filles. Elle a abouti à la formulation de 28 recommandations sur les plans politique, juridique, sanitaire, culturel et de la protection avec pour seule vision, une « *Génération d'hommes et de femmes, débarrassée de toutes les formes d'inégalités dans toutes les sphères de la vie et dans le respect des valeurs culturelles africaines* ».

Sika Kaboré a invité l'ensemble de la population à poursuivre la mobilisation autour des autres activités qui seront organisées en prélude au Forum Génération Égalité qui s'est tenu en fin juin 2021, à Paris en France.

Dans le cadre de la préparation de ce forum, l'épouse du chef

de l'État a eu plusieurs autres rencontres, à Ouagadougou, à Ziniaré, et à Bobo-Dioulasso, avec des organisations de la société civile, des leaders communautaires, religieux et d'opinion en vue d'acquiescer leur adhésion à la défense de la problématique de l'égalité genre.

Elle a également participé à la réunion virtuelle sur les « *Droits et santé sexuels et reproductifs des femmes et des filles : à un mois du Forum Génération Égalité, quels enjeux, quels défis au Burkina Faso ?* », toujours dans le sillage du forum de Paris.

**Eléonore OUÉDRAOGO
Boureima LANKOANDÉ**



Organisations de la société civile, communautés religieuses et coutumières sont mobilisées aux côtés de madame Kaboré pour un futur égalitaire

SORTIE DE MÉDECINS SPÉCIALISTES EN IMAGERIE ET RADIODIAGNOSTIC

Sika Kaboré félicite les 73 lauréats



La marraine, Sika Kaboré a souhaité à toutes ces promotions de brillantes carrières au service de nos nations

Composées de 73 spécialistes, ces premières promotions ont pris comme nom de baptême « Résilience ». Elles ont été entièrement formées au Burkina Faso. Leur adressant ses félicitations et encouragements pour les longs efforts consentis dans la formation, Mme Kaboré « les exhorte à exercer les expertises acquises dans l'intérêt général des Burkinabè ».

Les récipiendaires sont originaires du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, des Comores, du Mali, du Niger, du Tchad et du Togo, et formés à l'Unité de formation et de recherche en Sciences de la santé (UFR/SDS).

Les filleuls, à travers leur porte-parole, ont égrené des doléances dans la perspective de leur vie active et leur carrière. « *J'ai promis de les*

Le 28 mai 2021, à l'Université Joseph-Ki-Zerbo de Ouagadougou, a eu lieu la cérémonie de sortie des six premières promotions de médecins spécialistes de radiodiagnostic et d'imagerie, sous le parrainage de l'épouse du chef de l'État, Sika Kaboré.

transmettre à qui de droit par la voie hiérarchique de leur ministère de tutelle », a indiqué la marraine qui a profité leur prodiguer des conseils pratiques.

Un trophée et une attestation de reconnaissance ont été, à l'occasion, remis à Mme Sika Kaboré en guise de remerciement.

Boureima LANKOANDÉ



Les promotions se sont engagées à accomplir les tâches professionnelles dans l'intérêt général des populations avec intégrité, conscience professionnelle et un sens élevé du service public

Excellente saison agricole à tous les producteurs du Burkina Faso



Le président du Faso dans un champ de maïs
à Takalédougou (Province de la Comoé), le 8 août 2020